

Rouge

OLP,
le second exode
d'Arafat

p.11

M1578S N°1093 6,50F Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale) du 23/12/83 au 5/1/84

**NON
MAUROY !**

**2 000 licenciements
c'est intolérable !**



Il faut faire céder Talbot

REPERES

Les Faure du radicalisme

« Rouges à l'extérieur, blancs à l'intérieur », selon le dicton. Comme le légume du même nom, le radicalisme est une espèce politique française bien de chez nous. Possédant un pied dans la gauche et un pied dans la droite, mais toujours arrosé par la bourgeoisie, cette engeance bizarre à la faculté de s'adapter à merveille aux poussées du corps électoral. La percée de la gauche en 1981 a donné de l'oxygène aux radicaux de gauche, dont le grand jardinier est Maurice Faure, mais la remontée actuelle de la droite donne des feuilles à l'autre branche du radicalisme animée entre autres par Edgard Faure. Le premier est donc dans la majorité et le second dans l'opposition.

Mais les deux Faure viennent de se rencontrer pour reconstituer une « école de pensée radicale », « décriper » la vie politique et établir « un nouveau système de relations entre les deux ensembles de la majorité et de l'opposition, en établissant la possibilité de reconstituer une école de pensée (sic) s'attachant à l'inspiration idéologique, à l'approche évolutive (re-sic) et à la méthodologie médiatrice (re-re-sic) du radicalisme ». Ce message principal est émouvant et même rassurant surtout si l'on songe que le parti de Faure (Maurice) a signé le programme commun, fait partie de l'Union de la gauche et participe au gouvernement.

Electeurs de gauche, ne soyez plus inquiets de l'éventuel retour de la droite. Nous avons au pouvoir des ministres « radicaux », radicalement prêts à nous en prémunir...
Raphaël Dufleaux

MOUVEMENT DE LA PAIX
Bilan mitigé des Etats-généraux

Bilan mitigé, c'est le constat qui s'impose au lendemain des Etats-généraux pour la paix, organisés à l'initiative du Mouvement de la paix les 17 et 18 décembre à Paris. Ceci devrait couronner un « processus de dialogue » amorcé dans de nombreuses assises départementales.

Le fait est qu'à ce niveau, l'objectif ne fut pas atteint, non seulement parce que ces Etats-généraux n'ont pas réuni grand monde, mais surtout parce que l'élargissement souhaité ne s'est pas produit. En effet, qu'un député RPR vienne faire part de ses états

d'âme, fort peu progressistes comme on l'imagine, ne renforce aucunement le mouvement. De plus, que parmi l'ensemble des interventions soigneusement programmées lors de la première journée, ni la LCR, ni même aucun orateur favorable au désarmement unilatéral de la France, n'ait pu s'exprimer, nuit effectivement à la construction unitaire du mouvement.

Il reste, et le débat ouvert des commissions le lendemain le confirme, que nombreux sont les militants du mouvement antiguerre qui refusent de limiter l'efficacité de leur lutte contre la militarisation en fermant les yeux hypocritement sur la politique du gouvernement français. De même, est très positive la prise de position de Claire Et-

cherelli, ouvrant ces Etats-généraux en faveur d'un soutien aux pacifistes à l'Est comme à l'Ouest. Autre signe des temps, l'intervention d'un des trois soldats de Landau, chaleureusement applaudi, lorsqu'il expliqua comment l'état-major cherche à dresser les soldats français en garnison en Allemagne contre le mouvement antiguerre.

La plus grande faiblesse de ces Etats-généraux, c'est cependant l'absence de perspective de mobilisation qui en ont fait une réunion quelque peu ronronnante. Le Mouvement de la paix n'est pas seul en cause. La situation de division du mouvement qui prévaut toujours en France, en dépit de la présence de plusieurs observateurs du CODENE à cette assemblée, et le soutien quasi inconditionnel du PCF et du PS à la politique militaire du gouvernement expliquent bien des choses. C'est pourquoi, s'inspirant des mobilisations étrangères, le mouvement antiguerre français doit rechercher la voie de sa construction unitaire dans un refus de la politique de militarisation de l'impérialisme dont la politique militaire de François Mitterrand est l'une des pièces maîtresses.

FRANCE-GABON
Les droits démocratiques bafoués

Le gouvernement français vient d'interdire la tenue à Paris d'une conférence de presse du parti d'opposition du Gabon, le MORENA (Mouvement de redressement national du Gabon). Il s'agit d'un gentil cadeau de Noël pour le régime de Omar Bongo. Celui-ci avait interdit depuis plusieurs semaines toute information sur la France dans la presse gabonaise. Motif : l'Elysée aurait

laissé paraître le livre de Pierre Péan, *Affaires africaines*, qui relate par le menu les sordides affaires qui se jouent au Gabon entre la clique au pouvoir et les barbouzes. On ne se souviendra à ce propos que Pierre Debizet, le chef du SAC, était conseiller de Bongo...

Ce dernier faisait donc mine de croire qu'à Paris comme à Libreville le palais présidentiel régentait tout ce qui se fait et tout ce qui se dit. Si le bouquin de Péan était paru, ça ne pouvait être que le résultat d'un complot du PS français. Evidemment, dans les rangs des socialistes français on rigolait bien. Jusqu'à ce que finalement l'Elysée fasse amende honorable et cède au chantage du dictateur. L'amitié franco-gabonaise vaut bien une entorse aux droits démocratiques : le MORENA attendra donc pour faire sa conférence de presse alors que certains de ses militants croupissent dans les geôles gabonaises.

ROUEN
Inscription des étudiants étrangers

« Depuis deux semaines, les étudiants de l'université de Rouen se sont mobilisés pour l'inscription de 18 étudiants étrangers. Celle-ci est refusée depuis septembre.

« Les étudiants décidaient alors l'occupation des locaux de la scolarité. Le doyen Maitraut faisait appel aux forces de l'ordre qui procédaient à l'évacuation des étudiants.

La non-inscription des étudiants étrangers est un fait inadmissible, trois semaines après que le gouvernement ait envoyé Georgina Dufoix défilier aux côtés des jeunes des Minguettes... »

Communiqué signé à Rouen par le SGEN, l'ASTI, l'UNEF-ID, la LCR, les JCR.

50 000 francs pour l'imprimerie de Barricada (FSLN)

Marie-Aline, Angers	50	W. D. Archen	30
François, Cholet	500	Cel. impôts	120
J.-J. PEN Cergy	100	Cel. télécoms	40
A.O. PEN, Cergy	50	Jean, Pontoise	1 000
François, instit	50	Gilles, ambulancier	
Cel. CHU Besançon	150	Pitié-Salpêtrière	200
Section Créteil	500	Jean-Pierre, ingénieur hosp.	500
Cel. SNCF 93	485	Collecte hôpital Maison-Blanche (93)	161
Gérard, Lyon	500	Militant de la solidarité internationale	100
M.C., militante PS 15°	300	Raymond, Bayonne	100
Félix, Argenteuil	50	François, Bayonne	50
Bernadette, Dompierre	100	Didier, Bayonne	50
Cel. santé, 77	200	Autres, Bayonne	24
Cel. BNP	80	Jaime, Paris 13°	50
Thierry, Nadia, Morsang	100	Paul, Paris 18°	150
M.A., pour la révolution mondiale et l'amour	50	Patrick, Paris 2°	100
Cel. assurances	200	Bobo, assurances	30
Arielle, Le Mans	100	Comité rouge Paris, pour une imprimerie moderne à « Barricada »	500
Jean-François, Chambéry	500		
Alain, Chambéry	50		
Jacqueline, Zoé, Nantes	100		
Henry, Thuir	400		
Militants Bordeaux	110		
Michèle, Vitry	150		
Marc, Serge, Daniel, Creil-Beauvais	150		
Annie Claude, Mekhi, Fritzal	170		
		Total	8 770
		Ancien total	15 204
		Nouveau total	23 974

Soutien financier à la LCR

Grenoble, D.L.	250	d'affiches LCR dans les rues	150
Pierre	1 000	Ernesto	100
Médecin du 95	330	Crest, Patrice, Pour un parti révolutionnaire puissant	400
Gennevilliers	143	Rouen, Jean-Michel	1 200
Cazals, Jules	100	De la part de Vladimir, cercle lycéen Balzac, toujours fidèle	500
Médecin progressiste 95	400	La Seyne, Philippe	50
Aziz. Le journal, c'est un guide pour l'action !	50	Sie-Geneviève-des-Bois, Raymonde	50
Ségar	100	Gennevilliers, Florence	100
Paris, Rémy, contre la montée des fascistes !	50	Le docteur de Berlin, pour un supplément hebdo LCR-LO	5 250
St-Geoire-en-Valdaire, Marie-Louise	100		
Y.C., cheminot DE	100		
LCR Montbéliard	1 200		
Courbevoie, Florent, pour plus		Total	11 623

NOM Profession

Prénom Adresse

je verse F

(chèque à l'ordre de la LCR)
A retourner à Michel Rousseau,
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Nom :
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	450 F	500 F	Prénom :
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse :
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie : <input type="checkbox"/>
			Règlement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80

AVEC LES TROIS DE LANDAU

Pour la paix et les libertés

A U lendemain de la journée de solidarité du 15 décembre, qui fut un succès par le nombre d'initiatives prises dans de nombreuses villes (délégations auprès des commissaires de la République le plus souvent, distributions massives de tracts à la porte des entreprises, meeting réunissant une centaine de participants à Metz, etc.), les deux camps s'observent.

D'un côté, le gouvernement, ses généraux et ses magistrats hésitent sur les suites à donner à cette affaire. La force de la campagne de solidarité leur a imposé la libération de deux, puis du troisième de nos camarades. La convocation d'un procès signifierait à coup sûr la relance à plus grande échelle de l'activité de solidarité tant en France qu'à l'étranger. Aussi, ces messieurs préfèrent pour l'instant voir venir sans renoncer à quelques basses manœuvres comme celle qui consiste à essayer de remettre en cause la bourse de chercheur octroyée à Etienne Patoor. S'il n'est pas en poste à l'université de Metz, à qui la faute en effet ?

De l'autre côté, les trois de Landau et tous ceux et toutes celles mobilisés pour leur défense qui entendent, sur la base des premiers acquis de la campagne, aller plus loin maintenant. Il faut, c'est évident, obtenir en premier lieu l'abandon des poursuites qui soustrairaient définitivement ces trois soldats à la menace d'un éventuel procès. Ce serait faire la preuve que les faits qui ont motivé leur inculpation (signature d'une pétition, participation à un comité de soldats) ne constituent en vérité qu'un juste droit que seul un règlement de discipline générale des armées antidémocratique et réactionnaire interdit encore à près de 280 000 jeunes du contingent chaque année.

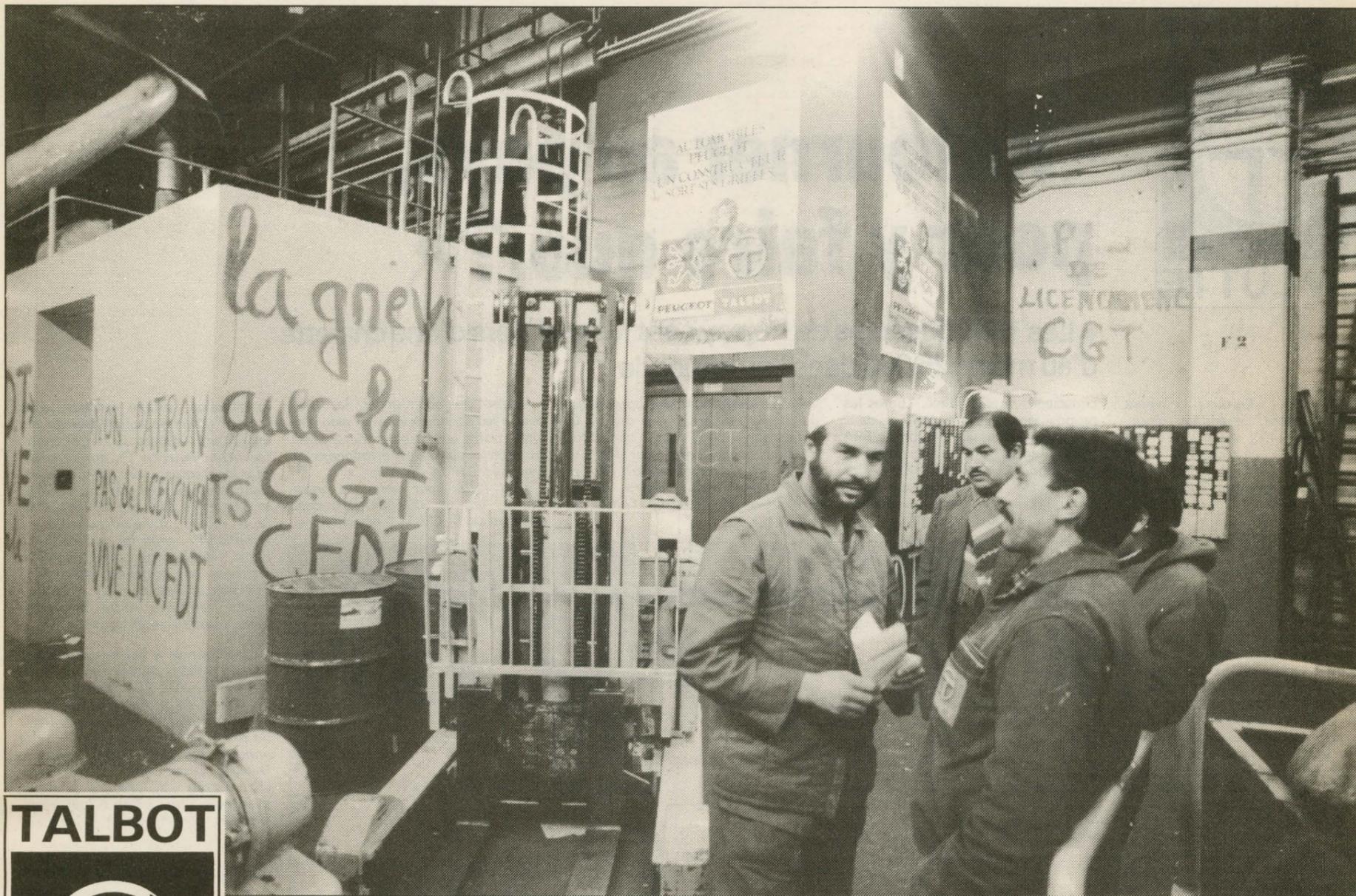
Il faut ensuite que cette affaire ouvre les yeux de ceux qui croyaient que les juridictions d'exception étaient un mauvais souvenir

Jean-Louis Michel



Rouge

- Edité par la société Presse/Edition/Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de la publication : Robert March
- Commission paritaire : 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



TALBOT



EN LUTTE

Le test

• Une revendication élémentaire de maintien de l'emploi crée un climat de crise politique

UN double test de grande portée se joue dans la grève de Talbot-Poissy. Test politique et social. Jacques Calvet, P-DG de PSA (Peugeot, Citroën, Talbot) mène un combat politique. Il veut « faire perdre la face à son adversaire », expliquent *les Echos* du 19 décembre. *Le Quotidien*, proche du CNPF, rappelle en s'en délectant que Jack Ralite « avait imprudemment annoncé : "il n'y aura pas de licenciements chez Talbot en 1983" ».

En fait, l'un des derniers grands groupes privés du CNPF — PSA — avec sa politique de choc, veut clairement marquer les rapports de forces. De deux façons : en faisant éclater les contradictions internes de la majorité PS-PCF et en démontrant qu'elle obéit, finalement, aux injonctions du patronat.

Il y parvient, sans difficulté apparente. Dans un premier temps, opposant Jack Ralite à Fabius et Delors, la presse de droite relayait l'opération montrant une « crise entre le PS et le PC ». Puis il apparaissait qu'il y avait plutôt Delors et Fabius d'un côté et Bérégovery en accord global avec Ralite de l'autre. Les débats et hésitations du gouvernement ne recoupant pas les échanges de politesses entre Marchais et Fabius, ceux-ci décidaient de « se rencontrer pour dédramatiser ». Opération largement chargée de bluff de la part de la direction du PCF... Etalage des divisions dans « un gouvernement et une majorité ballottés »... Avec, pour finir, la déci-

sion exigée par le patron de choc.

Autorisant 1 905 licenciements sur les 2 905 demandés, Pierre Mauroy et le gouvernement lui ont donné « aux deux tiers » satisfaction. La direction de PSA a « pris acte des décisions » et refuse d'étudier ou de « négocier » en quoi que ce soit le détail de celles-ci. « Que le gouvernement s'en débrouille ! », telle est sa logique. Loin de lui déplaire, « les améliorations du volet social » citées par le communiqué de Matingnon, le dimanche 18 décembre, ne vont pas bien loin : « une prime de 20 000 francs pour favoriser le reclassement en 1984 des salariés concernés » (prime pour les patrons qui les réembaucheraient après avoir « étudié » leur dossier personnel ?); « réduction de 20 000 francs sur l'achat d'un véhicule utilitaire servant comme outil de travail » (une façon de « recaser » les ouvriers comme chauffeurs de taxi ou petits camionneurs à leur retour au pays ?); « mise en place d'une formation aux métiers de l'automobile pour une centaine de salariés »...

« Préoccupation humaine »

Devant ces 2 905 licenciements hors du FNE (il s'y ajoute les départs en pré-retraite), Jack Ralite a cependant dit sa satisfaction. Selon lui, cela « ne correspond pas à des licenciements » mais à des « départs de l'entreprise » : « Nous

sommes parvenus, expliquait-il à TF1 au journal de 20 h, à la sortie la plus positive possible du problème, en abordant la mutation technologique avec une préoccupation humaine. »

Renchérissant, et montrant la parfaite solidarité en la matière du PS et du PCF, Pierre Mauroy se félicitait « du déroulement heureux et satisfaisant » des négociations entre les pouvoirs publics et la direction de Peugeot-Talbot.

Dès les heures qui ont suivi, les grévistes ont porté leur propre jugement sur ces « solutions humaines » qui apaisaient les dirigeants des deux grands partis de la majorité. La CFDT de l'usine l'exprimait immédiatement : « La lutte doit se poursuivre pour que tous les licenciements envisagés soient définitivement annulés. » Et la CGT, qui avait commencé par qualifier l'accord d'« ouverture positive », titrait son tract en date du 19 décembre « Pour une juste appréciation ! » mais appelait à la grève. Elle ne pouvait faire autrement après les vives réactions de ses propres adhérents.

En revanche, les directions nationales des syndicats ouvriers se refusent, en fait, à donner la moindre perspective de mobilisation à la hauteur de la situation. Elles n'ont même pas proposé d'organiser une manifestation devant le siège du CNPF ou devant la direction du groupe PSA ! Ni, bien sûr, en direction du gouvernement pour le mettre devant ses responsabilités...

Pour le patronat, tel est pourtant le second test : si, en réclamant des milliers de licenciements, il est possible d'obtenir les deux tiers de ce qu'on exige, il suffit de gonfler légèrement les chiffres au début des dossiers de demande pour arriver au résultat souhaité. En refusant de revenir sur son accord avec PSA rejeté par les grévistes de Talbot, le gouvernement ouvre la porte à bien d'autres affaires du même type. En se refusant à toute proposition d'action de masse opposée à cette politique, les directions syndicales, à leur façon, encourageant le patronat pour les coups en préparation.

La « jurisprudence Mauroy »

Citons quelques-uns de ces « dossiers » prévus pour 1984. Dans l'automobile, tout d'abord : Citroën annonça « un sureffectif » de 1 500 personnes, Renault veut s'en prendre à son secteur machinisme agricole (surtout au Mans) et à celui des poids lourds (RVI à Lyon et Caen).

Bien d'autres secteurs d'activités — privés ou publics — seront frappés : Massey-Ferguson (600 suppressions d'emplois sur 900 dans le Nord-Pas-de-Calais), SNIAS (4 500 suppressions d'emplois), Thomson (5 000), Creusot-Loire (4 000), Usinor (4 000), Tréfinmétaux (1 800 dont la fermeture d'une usine de 930 personnes à Dives-sur-Mer dans le Calvados), Charbonnages de France

(8 000 licenciements à discuter courant janvier)...

Résumant cette réalité, *les Echos* du 20 décembre donnent un chiffre global : 200 000 emplois, essentiellement dans l'industrie, auront disparu de la mi-1983 à la mi-1984.

Jacques Calvet ou Youssef et Jean-Marc ?

Aucun dirigeant du PS ou du PCF, aucun ministre, personne n'est assez aveugle pour ignorer le choix : en maintenant « l'accord » avec Jacques Calvet, le gouvernement sert les plans de PSA comme du CNPF et s'attaque à Youssef, Jean-Marc et à tous les autres ouvriers de Talbot.

Aucun syndicaliste, aucun travailleur ne peut rester neutre et passif dans une telle situation. Ne pas agir avec les uns, c'est servir les desseins des autres. Or, comme le montre la force de la grève de Talbot, comme le montre la solidarité qui commence à se développer réellement, les forces existent pour battre le patronat de choc sur le terrain qu'il a lui-même choisi.

« On peut gagner, on doit gagner, on va gagner », criaient de nombreux immigrés lors de la marche antiraciste du 3 décembre. Reprenons cet engagement, aujourd'hui !

François Ollivier
Pierre Rème



« Retourner au pays, pour y faire quoi? »

24 heures avec les « talbots »

● Les 1905 licenciés de Poissy sont les premiers d'une charette d'au moins 25 000 dans l'automobile

PARTIR ! Certains ouvriers, grévistes, cependant, répondent « Oui, mais avec une grosse paye. » La question a fait rebondir une discussion qui dure depuis plusieurs jours. « Pour aller où ? Tu as laissé ta santé ici. Comment un patron voudra de toi ? » « A dix-neuf ans, ajoute un autre, tu avais une chance sur deux de travailler, maintenant tu n'as plus cette chance. A vingt-neuf ans... » « Et à trente-quatre ans ! » « Ou à trente-huit ! », soulignent-ils tous.

« Quand même, on a eu peut-être tort de choisir l'étranger. » Celui qui prononce cette phrase participe à l'occupation de nuit. Actif dans la lutte, il a un moment de doute : il se sent rejeté de partout. Un militant marocain le reprend : « Pour nous faire venir, le patron a payé la moitié des frais. On ne pouvait pas faire autrement. Tu ne te souviens pas ? » Ils se mettent alors à résumer leur arrivée en France : un moderne marché aux esclaves. La discussion sert à informer le journaliste (voir encadré ci-contre) ; mais aussi à bien marquer, ensemble, leur situation.

« Cet été, on a vu, encore et toujours au chômage, ceux qui sont partis de l'usine pour le Maroc en 1981. » Et puis aussi : « Mon fils peut réussir ses études techniques ; il a quinze ans... » Ou encore : « La plus jeune de mes trois enfants, ma petite fille de deux ans, est handicapée, aveugle, je veux pouvoir bien la soigner. »

« On n'est pas à vendre »

Ils sont là depuis dix, quinze ou vingt ans. Finalement, « sous le contrôle des assistances sociales de l'ONI », ils ont pu faire venir leur femme, leurs enfants. Souvent, ils finissent de payer des crédits pour installer leur appartement.

La direction a fait le choix de stabiliser en France des immigrés, pour les discipliner en leur « donnant une vie de famille » : tactique patronale des années soixante, simple calcul d'experts en « gestion de main-d'œuvre ». Aujourd'hui, pour les milliers d'immigrés de Poissy, le poids en vies humaines est énorme : « Ce serait bien que tous les licenciés amènent leur famille ici, ensemble, dans l'usine. Il y a de la place et on leur montrerait à tous ce que nous sommes », suggéraient deux ou trois licenciés, le mercredi 21 au matin.

Devant ces hommes dont il a dit, récemment, qu'il était « leur ami », Pierre Mauroy joue le rôle de l'in-

conscience la plus totale. Toutes les propositions qu'il a acceptées dans son accord avec la direction de PSA sont autant d'insultes à leur dignité. « Pourquoi donne-t-il 20 000 francs à un patron ? On va nous vendre comme du bétail qui doit servir à un autre ? » « Pourquoi va-t-on en-

voyer en formation des hommes qui ne savent pas écrire a-b-c-d ? » La conclusion, pour eux, s'impose : « Qu'on nous donne tout l'argent qui serait distribué partout. Que ce soit l'argent des licenciés. On en fera ce qu'on veut. En France ou ailleurs. »

Veulent-ils abandonner la lutte contre les licenciements ? « Non. On lutte contre les licenciements. Mais on rejette aussi les arrangements proposés par la direction. »

« On lutte pour défendre notre pain », dit un délégué marocain membre de la CFDT. Il résume ainsi

la situation, sourire épanoui : « On est sur la bonne voie. On avait dit, en juillet, il faudra se battre contre les licenciements. Ça durera peut-être longtemps, mais on aura la solidarité des autres. On dit, on dit... et parfois ce sont des bêtises. Mais là, on le voit : il y a la grève et il y a la solidarité, celle de tous ceux qui nous téléphonent, nous écrivent, viennent ici, renvoient des cartes postales. » Riant d'un air entendu, il ajoute : « Même notre fédération nous soutient maintenant. »

Une formule a fait fortune, lancée par Jean-Pierre Noual, secrétaire de la section CFDT (1) : « En sept jours de grève, on a fait annuler mille licenciements. Avec quatorze jours de plus, on a une chance de faire annuler les deux mille autres. » Dans le même sens, le tract de la LCR distribué le lundi 19 au matin avait pour titre : « Non à tout licenciement, continuons la grève ! ».

Débats dans la CGT

En reprenant les discussions, on voit que ses arguments portent : « Le gouvernement doit interdire tout licenciement ! » « Notre grève a fait bouger les choses : le gouver-



La chaîne de la solidarité

LA solidarité a pris son essor dans les derniers jours : les grévistes de Talbot ont reçu des délégations des Chèques CFDT Paris, de la santé-CFDT région parisienne, des PTT-CFDT du Val-de-Marne, de Renault-Flins-CFDT, de Chausson-Gennevilliers et du syndicat des métaux-CFDT 92-Nord... Une délégation des grévistes est allée elle-même à Levallois lors de la journée portes ouvertes organisée par les syndicats face à Balkany. Une commission des grévistes a été mise sur pied et est prête à se rendre dans les entreprises de la région parisienne pour développer la solidarité. Un millier de cartes postales éditées par la CFDT-Talbot sont revenues ainsi que des lettres, messages et télégrammes de solidarité.

La CFDT CII-Honeywell-Bull de Louveciennes qui a aussi écrit au ministre de l'Industrie pour exiger le retrait des licenciements ; même démarche du syndicat CGT du CHS de Dreux, et du syndicat départemental santé de l'Eure. Les cartes et télégrammes proviennent de : CGT-CFDT Peugeot-Vesoul, SGEN-Toulouse, INRA-Montpellier, Interco-CFDT-Val-de-Marne. Jeumont-

Schneider Saint-Denis, UMS-CFDT. Sections ou syndicats CFDT de : SAFT-Saint-Ouen, Compiegne-Colgate, SNECMA, PUK, SNIAS Saint-Nazaire, Siemens, Radio-technique Suresnes, Pompes Alta-Guillemat, Usinor-Dunkerque, Thomson-CSF-Vélizy, syndicat Postaux-Paris, Porcher Saint-Ouen... sûrement des dizaines d'autres.

Ainsi dans de nombreuses entreprises se développe la solidarité, motions, télégrammes aux grévistes et aux ministères pour exiger la suppression des licenciements. Des pétitions sont signées dans plusieurs entreprises. Les grévistes ont besoin que ce réseau de solidarité se développe vite, largement. La solidarité financière elle aussi doit être active...

Message de la section CFDT d'Usinor-Longwy :

« La section apporte son soutien à votre lutte exemplaire. Le combat que vous menez est le même que celui des sidérurgistes du bassin de Longwy contre les restructurations et suppressions d'emplois. Nous ferons tout notre possible pour populariser votre lutte dans la sidérurgie lorraine. »

Message du syndicat CGT-FNAC Etoile :

« Aux syndicats CGT-CFDT Talbot-Poissy

« Nous soutenons pleinement votre lutte exemplaire. Si, par malheur, les travailleurs de Talbot devaient perdre tout ou partie des enjeux du conflit, ce serait une défaite très grave pour l'ensemble de la classe ouvrière. »

« Nous ne pouvons admettre un seul licenciement chez Talbot. Alors que le patron ne cesse de gonfler ses profits. Il ne faut pas que les consignes du CNPF soient appliquées ni chez Talbot ni ailleurs. »

« Il faut que le gouvernement élu par les travailleurs prenne toutes ses responsabilités. »

« Le ministère du Travail doit refuser tout licenciement. »

Salutations fraternelles. »

Contactez-les ! Sections CGT et CFDT Talbot ; 12, boulevard Lemelle 78300 Poissy, tél : 965 40 00, CGT : poste 3396, CFDT : poste 3582.

Un gala de solidarité organisé par l'UD-CFDT des Yvelines est en préparation.

Le marché aux esclaves

Trois Marocains. En se complétant, ils racontent une même histoire, la leur. En 1964, 1969 ou 1970.

A dix-neuf ans, tu es convoqué au bureau de la main-d'œuvre. Tu as demandé du travail. On te propose : « pas au Maroc, à l'étranger, avec toutes les garanties ». C'aurait pu être la Hollande, l'Allemagne ou la France.

Tu passes une visite médicale, très stricte, très poussée : prise de sang, taille des mains, poids, yeux, dents, oreilles, fragilité de la peau... Et aussi des tests psychologiques : mettre des petits cubes dans des trous. Tu passes devant le juge. Et tu attends les résultats.

Arrive la convocation avec un billet de train payé pour aller vers l'ONI (Office national de l'immigration) à Casablanca. Tu passes une contre-visite, pour contrôler la première. On te donne alors le passeport et les passe-croûte pour le voyage. Ton billet de train est payé et tu as dû coller sur toi la plaque verte avec écrit dessus « ONI ».

En débarquant à Austerlitz, des cars attendent et t'amènent à Carrières-sous-Poissy. On te donne 150 F, et il faut payer tout de suite 12 F pour la carte de la CSL. Après tu vas au foyer. Et le lendemain il y a une autre visite médicale.

Ensuite, c'est le passage au bureau du chef du personnel, pour faire la distribution dans les ateliers. Sur les 64 arrivés, quatre retournent au pays, jugés malades. Quelques uns ne restent même pas au-delà des essais et repartent sans finir le contrat.

TALBOT EN LUTTE

SOLIDARITE !

Le gouvernement doit interdire tous les licenciements !

LCR

Ligue communiste révolutionnaire



Les lettres de licenciement frappent en priorité les « délégués de chaîne », non protégés par le droit du travail.

nement, avant, semblait prêt à accepter les plans de PSA. Il faut continuer.

Parmi les militants et adhérents de la CGT, ces idées-là créent un grand malaise. La direction du syndicat de Talbot, dans son tract du lundi 19 décembre, « Pour une juste appréciation ! », essaie de justifier les déclarations de la direction de la fédération métaux CGT, faite après l'autorisation par le gouvernement des 1 905 licenciements : « Il s'agit d'une première ouverture constructive. »

« Nous déplorons, a déclaré Nora Tréhel, dirigeante de la CGT locale, la décision de faire quitter l'entreprise à 1 905 salariés. Mais les licenciés, grâce aux mesures de reclassement et de formation, ne sont pas jetés à la rue. » La même distinction entre « départ de l'entreprise » et « licenciements » que celle de Jack Ralite (voir p. 3).

Comme toute la presse l'a noté, cela a provoqué de violents remous et de multiples réunions internes... Quelques heures plus tard, la question reste au centre de bien des discussions. Quand un ouvrier marocain est en train d'affirmer qu'« il faut vérifier par la négociation tout le contenu de l'accord », un de ses camarades explose : « Moi, je parle de ma vie. Ce gouvernement n'a pas à discuter comme ça avec les patrons. Qu'il supprime ses déci-

sions ! » Tous deux membres de la CGT, ils ne tombent d'accord, finalement, que sur une seule idée : « On peut arriver à faire changer les décisions du gouvernement. »

Pour y parvenir, comment s'y prendre ? Cette question tactique, visiblement, amène les immigrés présents à demander l'avis des dirigeants, français, du syndicat. Après avoir insisté à plusieurs reprises sur la nécessité de « défendre la marque Talbot », et sur le refus de négocier de la direction, ils finissent par un mouvement de colère : « Ce n'est pas parce que le gouvernement dit des conneries que je vais plonger là où il me dit !... »

On sent là, très fortement, comment, la mort dans l'âme, ces militants s'éloignent de leurs camarades après voir combattu pendant de longues années face à la CSL. Militants du PCF, ils sont écartelés. Et s'en défendent en dénonçant « ceux de la CFDT sont irresponsables ».

Pourquoi, cependant, ne pas faire une manifestation, pour marquer la portée politique de la grève ? « Et où ça, une manifestation ? », grognent-ils. Du CNPF à Matignon ? « En un sens, pourquoi pas ? », dit leur sourire sur leur visage. Mais ils ont un second mouvement de colère : « C'est un projet irresponsable. Tu veux qu'on permette à la presse de parler de nos immigrés exilés... » Comment rompre avec la

TALBOT



EN LUTTE

ligne du parti ? Et comment s'avouer qu'on trahit la lutte ? Les faits et gestes sectaires de ces dirigeants-là, aujourd'hui, ne traduisent pas de simples « directives d'appareil » : ils traduisent les contradictions personnelles des militants.

Un comité de grève

Pour les travailleurs, immigrés ou Français frappés par les lettres de licenciement, la division entre CGT et CFDT est un danger terrible. « Nous les ouvriers, c'est l'unité », répètent-on de proche en proche. « La division et les syndicats on n'en veut pas », entend-on parfois, avec aussi,

« Rapportons ces lettres à PSA et à Mauroy ! »

souvent : « Nous les immigrés, c'est l'unité ! »

Au meeting CFDT, devant tous ceux qui occupent, la section reprend ses mots d'ordre. Deux jours avant, la CGT a dénoncé « les irresponsables ». Les porte-parole de la CFDT, Jean-Pierre, Driss et Saïd, redoublent donc de souci unitaire et de propositions concrètes. « Il faut refuser les lettres de licenciement. Les rassembler, ensemble avec la CGT et la CFDT. Il faut les rapporter à leurs auteurs. A PSA d'abord. Oui ou non ? « oui ! » et applaudissements. Mais ça ne suffit pas. C'est un accord entre PSA et Mauroy. Il faut donc aussi les rapporter à Mauroy ! « oui ! » et applaudissements. Pour faire cela, il faut l'unité CFDT et CGT. » Le meeting se termine aux cris d'« unité CGT et CFDT ».

Celui de la CGT est animé par Yves Bonjorno, le numéro deux du syndicat, et par un délégué immigré : une déclaration de confiance « avec la CGT », et un appel à

remettre à ce seul syndicat les lettres de licenciement. Proposition : « aller les rapporter à PSA et aussi à la préfecture ». Surtout pas à Matignon !

« Surtout pas à la préfecture, protestent des travailleurs : on risque après de nous retirer nos cartes de séjour ». Elles sont en effet en cours de renouvellement... Beaucoup de travailleurs sont déçus et le disent. Mais, comment prendre une décision ?

Un immigré qui se présente lui-même comme « dissident de la CGT » explique : « Il faut un comité de grève pour que tous les ouvriers, syndiqués ou pas puissent dire ce qu'ils veulent. Il faut des votes réellement démocratiques, organisés devant la presse et sous le contrôle des travailleurs. »

Deux heures plus tard, lui et quelques autres jettent par terre des numéros de l'Humanité, vendus par des porteurs de badges CGT, dont un article attaque « la CFDT dont

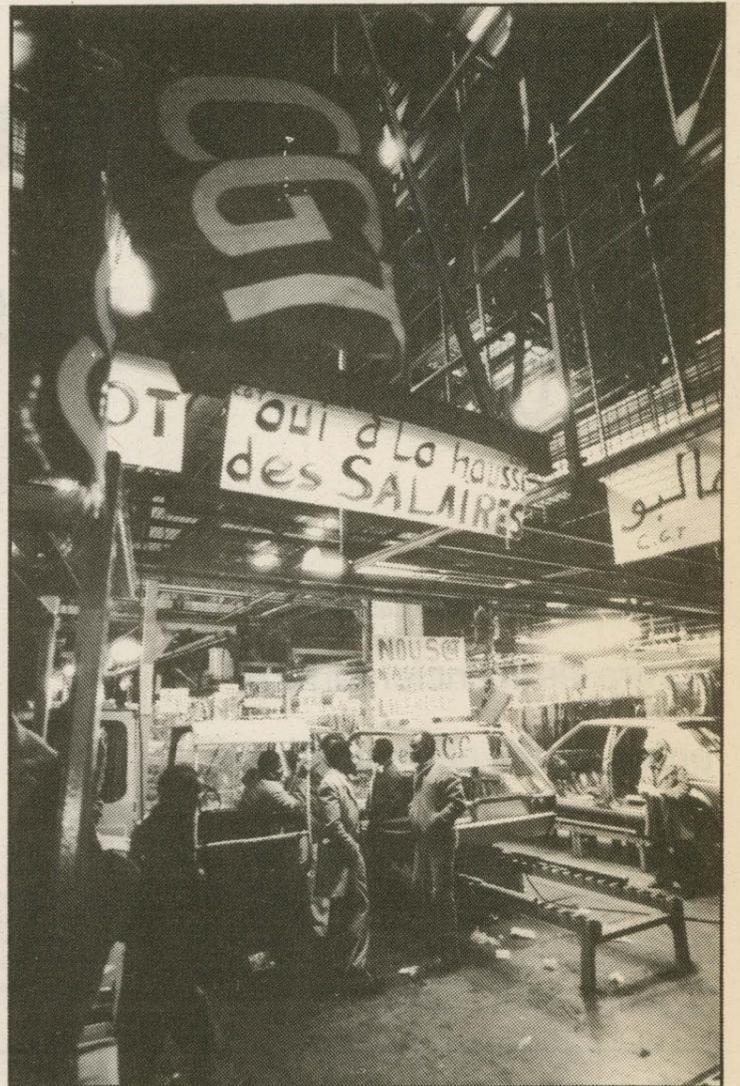
l'attitude rencontre objectivement celle de la direction... »

« A bas la division, disent-ils. L'unité pour la lutte contre les licenciements. Nous voulons nos emplois et nous n'avons rien à faire de la publicité pour vos ministres. » De durs affrontements verbaux s'ensuivent. Avec pour conclusion, dans une foule de discussions, la reprise de deux thèmes : « Unité CGT et CFDT », et « à Matignon » !

Faut-il en conclure que la division fera triompher les exigences du PDG de PSA, déjà incluses dans l'accord signé par le gouvernement ? C'est loin d'être évident. Des appels à la grève pour le 2 janvier sont déjà lancés. Et plusieurs grévistes plaisaient : « Peut-être porterons-nous nos lettres de licenciement en forme de cadeau de Noël pour Mauroy ! »

Pierre Rème

1. Voir son interview dans « Rouge » du 16 décembre.



De juillet à décembre...

Quelques rappels d'abord. Le 12 juillet, les syndicats de Talbot révèlent le plan de près de dix mille licenciements.

Réaction immédiate des travailleurs qui organisent une journée de grève totale à Talbot le 21 juillet. En octobre, le gouvernement accepte 4 510 préretraites et demande un volet social pour les licenciements ; à l'époque, la CGT déclare : « On a gagné ! »

21 novembre : la direction dépose sur le bureau du gouvernement la demande des 2 905 licenciements avec le « volet social ».

2 décembre : la direction du travail des Yvelines annonce à la CFDT-Talbot que les licenciements vont être acceptés par le gouvernement.

7 décembre : la CFDT-Talbot dénonce les licenciements et appelle à l'action pour les repousser. La CGT appelle à une journée de grève pour le lendemain. Le soir même, l'équipe de nuit lance la grève.

8 décembre : l'usine est paralysée. Tous les syndicats (sauf FO) se prononcent contre les licenciements.

Mardi 13 décembre : organisation de la grève par la distribution d'une carte de gréviste, largement remplie. Ralite déclare : « Les perspectives de reclassement sont bien incertaines. »

Réunion interministérielle entre Mauroy, Ralite, Delors et Bérégovoy : aucun communiqué du gouvernement.

Mercredi 14 décembre : rencontres gouvernement-PSA et gouvernement-syndicats.

Le gouvernement suspend tout communiqué officiel.

Jeudi 15 décembre : réunion des comités centraux d'entreprise de PSA. La direction exige une prise de position du gouvernement et annonce : « Il n'y a plus de possibilité d'assurer les rémunérations. La présence du personnel est devenue sans objet. L'usine est fermée à partir de lundi. »

Les sections CGT et CFDT décident la poursuite de l'occupation.

André Sainjon : « La CGT n'a jamais dit que l'insertion de

nouvelles techniques devrait maintenir une capacité d'emplois identique que par le passé. »

Vendredi 16 décembre. Nora Tréhel : « Nous sommes prêts à reprendre le travail à tout moment dès l'ouverture de négociations sur la base d'aucun licenciement. »

Pierre Mauroy : « Les décisions concernant Talbot seront prises dans les jours qui viennent. Les travailleurs doivent savoir qu'ils ont des amis dans ce gouvernement. A notre avis, il faut qu'il y ait un peu moins d'ouvriers licenciés. »

Samedi 17 décembre. Accord gouvernement-PSA : 1 905 licenciements, plan de formation pour les licenciés qui seront inscrits dans une ANPE bis.

Mauroy : « C'est un dénouement heureux et satisfaisant. »

Sainjon : « C'est un acquis non négligeable. Aucun travailleur ne sera jeté à la rue. La CGT est prête à négocier à tout moment pour la mise en œuvre et l'amélioration du plan social. »

La CFDT-Talbot : « La lutte doit se poursuivre pour que tous les licenciements soient rejetés. Il faut intensifier la grève dans l'usine dès lundi. »

Dimanche 18 décembre : à Poissy, dans l'usine, les travailleurs refusent l'accord.

Le soir, la CGT appelle à poursuivre la grève lundi « pour amener les patrons à discuter de l'application des mesures prévues par l'accord gouvernement-PSA ».

Lundi 19 décembre : la grève continue. La CFDT appelle à former des comités de grève par atelier.

Sainjon : « L'occupation n'est pas nécessaire en ce moment. »

Cette chronologie de novembre à décembre est une leçon de choses. Comment un gouvernement de gauche retarde l'affrontement, l'esquive, le nie, pour ne pas avouer qu'il capitule. Comment un patronat de choc ne dévie pas un seul instant de ses objectifs, comment la CGT, elle, cherche à masquer pendant plusieurs mois la réalité de l'attaque patronale et ne fait rien pour organiser réellement la riposte...



Sept mesures pour ne pas subir

● La LCR soutient la lutte
contre les licenciements et
propose une autre politique

CONTRE les revendications ouvrières, pour justifier les licenciements qu'ils devraient interdire, les dirigeants de la majorité se drapent dans les arguments « économiques ». Comme si ceux-ci étaient « neutres ». En réalité, ils cherchent ainsi, avec plus ou moins

de « nuances » vis-à-vis des travailleurs, à obéir à la « logique infernale du capitalisme et de sa crise », pour reprendre une expression du « plan de mesures d'urgence ». Puisque bien des débats se cristallisent sur ces questions, résumons nos propres réponses.

1

Pas un licenciement,
c'est possible !

Dans le groupe PSA, par exemple, un calcul a été fait : réduire à 35 heures le temps de travail permettrait non seulement d'annuler les 10 000 suppressions de postes (pré-retraites, départs, licenciements)

programmées mais aussi d'embaucher.

La direction, le CNPF ne veulent pas. Mais, qui doit décider ? En fonction de quelles priorités sociales ?

2

Les 35 heures,
c'est possible !

Qu'on ne nous dise pas que l'industrie automobile française serait ruinée, face à la concurrence. En Europe, en ce moment, avec douze millions de chômeurs, les 35 heures sont à l'ordre du jour. Cette revendication, prioritaire aux yeux de l'IG-Metall de RFA, ne sera imposée au patronat que par la lutte.

directions des syndicats de la métallurgie ont eu lieu pour en débattre.

Le premier pays qui lancera cette lutte jouera le rôle de véritable locomotive.

Quelle autre réponse donner à l'Europe des patrons ?

3

Contrôler les cadences,
c'est possible !

A l'opposé des solutions patronales, la baisse du temps de travail ne peut s'entendre que sans perte de salaire et sans durcissement des cadences : sinon les patrons récupèrent d'une main ce qu'ils lâchent de l'autre.

Des réunions internationales des une mobilisation réellement de masse, les embauches équivalentes à la baisse de la durée du travail, le contrôle des cadences grâce à leur affichage par atelier et la généralisation des « délégués de chaîne » élus par l'ensemble des travailleurs.

4

Rejeter la division,
c'est possible !

En fait, pour essayer de mieux faire passer ses décisions, le patronat joue des divisions. En ce moment, à Talbot, il vise d'abord des ouvriers immigrés. En jouant sur le racisme, il espère cogner sans beaucoup de réactions de solidarité.

Ailleurs, dans des usines où la main-d'œuvre féminine est nombreuse, comme par exemple à Renault-Dreux, il veut instaurer des

postes de travail réduits, avec diminution de salaire correspondante. En jouant sur le sexisme, il espère imposer sa « rationalisation ».

En fait, toutes les attaques contre l'emploi visent tous les travailleurs : il y a urgence à ne pas accepter la division avec l'affaiblissement qu'elle cause à la lutte de tous et toutes.



5

Nationaliser PSA, c'est possible !

Tous les partisans de l'ordre capitaliste s'opposent à la nationalisation du groupe PSA. Et pas seulement la famille Peugeot, l'un des derniers piliers du CNPF. Ainsi, Bernard Hanon, P-DG de Renault, dans une interview publiée par

le Monde fin août 1983. La direction de la régie a tout intérêt au maintien d'un groupe privé qui pratique une politique d'exploitation arrogante : cela facilite les attaques anti-ouvrières chez Renault.

Voici donc le moment de repren-

dre une vieille exigence du mouvement ouvrier : nationalisation du groupe Peugeot, sans un sou d'indemnisation pour les familles Peugeot et Michelin, ni pour Chrysler-USA, ni pour aucun des autres gros actionnaires du groupe PSA.

6

Réorganiser toute la branche, c'est possible !

Depuis deux ans, l'expérience le montre assez : les nationalisations réalisées, qui changent la forme de propriété, ne suffisent pas pour transformer la vie des ouvriers de ces entreprises. Ce qui s'impose, c'est donc le développement du contrôle ouvrier sur tous les aspects de la production : les cadences, les possibilités de formation, mais aussi les projets d'avenir des entreprises.

Pour changer vraiment, c'est sur

les travailleurs qu'il faut compter. Dans l'usine, pour mettre en cause des productions qui font double emploi, des fausses concurrences, des gâchis divers...

Plus fondamentalement, tant dans les usines de l'automobile que dans l'ensemble de la société, ce sont les travailleurs qui doivent pouvoir définir leurs besoins en moyens de transports. Qu'ils soient souvent, actuellement, dominés par des idées

bourgeoises est une réalité ; mais eux seuls, par un large débat peuvent mieux définir leurs véritables besoins.

En ce sens, la réorganisation de la branche automobile ne peut se faire indépendamment d'un large débat démocratique permettant de faire l'inventaire de tous les besoins sociaux et d'en déduire les conséquences en terme d'organisation de la production.

7

Changer les relations internationales, c'est possible !

Plus de la moitié de la production nationale d'automobiles est exportée. Quatrième puissance impérialiste, la France prend toute sa place dans la réorganisation en cours des relations internationales : les voitures sont en réalité construites par des ouvriers présents sur divers continents. Et on a pu voir les Japonais, récemment, investir en Grande-Bretagne : pour pénétrer plus facilement le marché européen mais aussi profiter des défaites infligées par Margaret Thatcher aux travailleurs anglais...

Refuser de voir cette réalité internationale pour défendre « notre production nationale » tourne le dos

aux intérêts des travailleurs ; mais cautionner les échanges internationaux — comme le fait la majorité —, c'est se soumettre aux lois capitalistes.

En fait, il est inacceptable de continuer à piller le tiers monde en se réservant pour la France les fabrications les plus rentables. Comment justifier que, au nom du PS et du PCF, en faisant de beaux discours sur « les rapports Nord-Sud », le gouvernement accepte d'entrer dans ce « jeu du marché » ? Il est en fait possible de substituer à tout cela une autre organisation, en rupture avec les exigences patronales, par des accords de coopération négo-

ciés sur de tout autres bases, avec divers pays, pour défendre l'emploi et adopter la production à des besoins sociaux.

Serions-nous, avec ces réponses politiques, « loin du problème de Talbot-Poissy » ? Il faudrait être aveugle pour le prétendre : c'est parce qu'ils se refusent à des mesures de socialisation de la production, de lutte réelle contre les exploités, que le PS et le PCF en sont à prôner l'union nationale des exploités avec les « patrons français ».

Pierre Rème

LA CGT COMME ELLE VA... (2)

La preuve par 2000

ou « l'intérêt national contre les licenciés »



TALBOT ! Plus que toute exégèse, toute interprétation des orientations et déclarations souvent sybillines ou contradictoires de la direction Krasucki, ce nom sonne comme une preuve totale, absolue. Oui, depuis le 41^e Congrès lillois de juin 1982, l'orientation majoritaire de la CGT permet d'admettre la terrible arithmétique faisant de 1 905 licenciés au lieu des 2 905 prévus une victoire !

Comment est-on arrivé là ?

Comment et pourquoi la direction cégétiste admet-elle 1 905 licenciements dans l'une des usines les plus importantes du pays ? La fidélité au gouvernement, le soutien à l'alliance PS-PC pour gérer l'austérité est une explication. Mais elle relate insuffisamment la trajectoire suivie par la CGT.

Il faut se reporter au document d'orientation adopté au 41^e Congrès. Celui-là définissait une nouvelle productivité et une nouvelle croissance, fondées « sur une réduction systématique des coûts matériels des produits, au niveau des matières premières ou énergétiques, au niveau de la production surtout ». Ainsi, la majorité de la CGT admettait que le « syndicalisme banal » préconisé s'orientait vers la chasse au « gaspi », vers les contre-propositions en matière de réorganisation de la gestion. Le tout était emballé dans du papier tricolore, intitulé « produire français ».

Quand la direction Krasucki enjoint aux syndicats de chercher des marchés français, de faire des propositions de rationalisation, d'avancer des idées de rentabilisation de l'appareil productif, que fait-elle, sinon conduire le syndicalisme dans l'antichambre de la collaboration de classes ? L'épicentre de l'édifice réside dans le remplacement de la lutte des classes par l'intérêt national. La crise économique n'était plus une crise de surproduction d'un système capitaliste verrouillé, mais le complot d'une bourgeoisie parasitaire, livrant la France industrielle à l'étranger. Puis cette bourgeoisie — mauvaise — française s'est réduite « aux grosses fortunes », à la spéculation financière, dans une économie prétendue mixte, où cohabiteraient un secteur national libéré et un secteur privé.

Depuis le 10 mai, combien de syndicats de la métallurgie ont échaudé des contre-plans, dans lesquels il était implicitement admis que la mécanisation, la rentabilisation de l'appareil productif auraient des coûts sociaux chers à payer mais inévitables ? Combien de temps y ont-ils passé ? Dans une société où la classe capitaliste cherche à sauvegarder ses taux de profit, la direction de la CGT, pendant deux ans, a fait croire que des solutions industrielles étaient possibles, faisant l'économie d'un affrontement de classes, puisque dorénavant il y avait un gouvernement de gauche.

Mais non, le patronat est là, et question rentabilisation, il s'y connaît. Le patronat de Peugeot-Citroën-Talbot reçoit du Fonds industriel de modernisation, sous l'égide du gouvernement, des milliards pour rationaliser, implanter des robots, être compétitifs. En langage patronal, cela veut dire remplacer les



hommes par les machines, et obliger les hommes restants à travailler plus, au rythme... inhumain des machines. Le patronat de Talbot le fait, comme celui de la sidérurgie, des chantiers navals, du textile, etc.

Il n'y a pas de reconversions généralisables quand, à l'ensemble du système, s'applique la rationalisation par les licenciements massifs. Las... De congrès confédéral en congrès de la métallurgie CGT, l'orientation a dévoilé sa vraie nature. Les reconversions prenaient la place de la défense de l'emploi, de la nationalisation, de la réduction du temps de travail, et même de l'indemnisation des chômeurs. Les 1 905 licenciements de Talbot sont un degré cégétiste aisément franchi, après que la confédération ait envoyé au cimetière des revendications toutes celles qui devaient être les poutres maîtresses de la défense de l'emploi.

Un licencié est un licencié !

Au centre de la ligne cégétiste, à Talbot, était d'abord et surtout la défense de la marque Talbot. Le 7 décembre, Guttériez, secrétaire de la métallurgie, expliquait que « supprimer la marque Talbot, c'est accepter une pénétration accrue des marques étrangères sur le territoire national. C'est accepter des suppressions d'emplois dans toutes les usines du groupe PSA ». Donc lui et Sainjon en déduisirent qu'il fallait défendre la marque. Et tous, Viannet comme Krasucki, Sainjon comme Nora Tréhel, vont défendre la marque Talbot avant l'emploi. Jamais ils ne diront : « pas un seul licenciement ». Toujours ils diront qu'il faut défendre le marché national contre la pénétration des voitures étrangères.

Dans son appel à la solidarité, la CGT dira qu'elle « appelle les travailleurs de la région parisienne et la population, à affirmer leur solidarité active et agissante aux travailleurs de Talbot en lutte pour le maintien d'une marque et d'un

site industriel indispensables à l'industrie automobile nationale et à l'indépendance nationale de notre pays ». D'abord l'intérêt national, après l'intérêt de classe. La preuve ?

L'accord Peugeot-gouvernement fut jugé positif puisque, comme dit Nora Tréhel, « Talbot est sauvé, Talbot vivra ». Restent 1 905 personnes, mais qu'importe, si l'intérêt national a été défendu. Mais ils sont encombrants. Alors la CGT va leur

dénier l'adjectif de « licencié ». Sainjon, le 17 décembre, dira qu'« aucun travailleur ne sera jeté à la rue et n'ira pointer au chômage, il n'y aura donc aucun chômeur supplémentaire en France du fait de Talbot. Talbot vivra ».

Et cela après l'annonce de cet accord, qui accordait au patron le droit de licencier deux tiers du volume prévu. Plus loin, plus haut et plus fort (mais 1984 n'est-elle pas une année olympique ?), Krasucki dira le

19 décembre qu'il se « félicite des dispositions sociales qui évitent aux personnes concernées (par les suppressions d'emplois) d'être chômeurs ». Le secrétaire général de cette orientation-là, de cette CGT-là, ajoute même que l'accord gouvernement-PSA permet « l'ouverture d'une perspective de développement industriel avec un nombre plus limité de réductions d'effectifs ». Voilà ce que veut faire Krasucki de la CGT. Il ne s'agit plus de défendre tous les licenciés, mais une partie seulement, l'autre sera reconvertie, ce qui dans le cas de Talbot comme dans tous les autres est une supercherie totale. C'est la CGT moins 1 905 licenciés, comme c'est le syndicat de la feuille de paie qui accepte la police des salaires pour 1983, 1984 et la casse de l'indexation.

« Tout dépend de vous », était le slogan de ces dernières années, à la CGT. A Talbot, les ouvriers ne veulent aucun licenciement, et faire la grève jusqu'au bout parce qu'ils sont le dos au mur. Mais la CGT refuse l'occupation de l'usine, comme elle refuse d'organiser la solidarité, comme elle refuse la défense intégrale de l'emploi, et laisse tomber les 1 905 licenciés. Et elle ne refuse pas le pire, c'est-à-dire la division des travailleurs par la division syndicale. Tout dépend de Krasucki, et sa détermination de classe est remplacée par l'intérêt national.

Jusqu'à quelle abysse fera-t-il glisser la CGT ?

Jean Lantier

• Prochain article : Le centralisme montreuillois.

CFDT

La direction nationale contrainte de suivre

SIGNE des temps ! La direction de la fédération métaux de la CFDT a étonné le monde en soutenant sa section de Talbot-Poissy en lutte pour rejeter tous les licenciements. Pourtant, quoi de plus naturel pour une direction syndicale nationale dans une telle situation ?

Mais, depuis des mois, elle acceptait la notion toute capitaliste de « sureffectifs » dans la branche automobile. Et la voici reprenant des positions nettement plus fermes : « Pas de licenciements, discussion au fond de la politique industrielle de Peugeot, notamment pour Talbot, réduction du temps de travail, formation professionnelle. »

S'agit-il d'un soutien réellement sincère ? Certains y verront seulement le souci de « prendre le train en marche » et de « jouer placé » pour tirer pari, devant le gouvernement, de l'activité d'un syndicat dont les positions ne sont cependant pas conformes à celles de la direction nationale. En effet, il ne faut jamais négliger cet aspect tactique chez certains dirigeants qui passent beaucoup de temps dans les an-

tichambres ministérielles : Mauroy a négocié de préférence avec la CGT, et la direction de la CFDT pense avoir un bénéfice à tirer d'un soutien à sa section locale...

Un tel calcul, tout à fait vraisemblable, traduit cependant la réalité de la France de l'après-10 mai : pour se faire entendre, la direction de la CFDT doit chercher à « coller à la lutte » de Talbot parce que ses dossiers pour grands négociateurs n'ont pas été pris en considération.

Du coup, elle ne peut jeter l'anathème contre l'opposition en train de se regrouper autour d'« une autre démarche syndicale », au moment même où des militants qui y participent sont traités — dans certains organes de presse comme le *Quotidien de Paris*... — comme de véritables empêcheurs de licencier en paix.

Mais à aucun moment cela ne signifie — nuance ! — la reprise par la direction nationale de l'orientation qui serait réellement nécessaire pour donner à la lutte de Talbot toute sa portée. La direction de la fédération ne reprend pas à son compte l'ob-

jectif d'annulation de tous les licenciements. Son communiqué du 7 décembre laisse une porte ouverte sur cette question, parlant de « moyens permettant de solutionner le drame que constitue la perte de l'emploi » à propos de « la formation, de la reconversion des travailleurs, des primes incitatives à leur embauche »...

Parmi ceux qui connaissent l'orientation de la direction de la fédération de la métallurgie, personne ne doute que ces dernières lignes représentent l'orientation qu'aurait souhaitée cette direction syndicale nationale. Qu'on se souvienne de ce qu'elle a bradé dans les luttes des sidérurgistes ! Mais c'est là un signe des temps : aujourd'hui, après l'échec de la confédération aux élections de la Sécurité sociale, le 19 octobre dernier, et devant le regroupement d'une large opposition syndicale, elle doit davantage respecter, tout bêtement, une sorte de démocratie syndicale : une direction fédérale est faite pour soutenir les travailleurs en lutte...

P. R.

Femmes, oubliez vos droits, pensez à vos foyers

● Quand les vieux arguments natalistes sont mis au service de l'austérité

POUR appuyer son tournant nataliste, le gouvernement de gauche n'hésite pas à utiliser les plus vieilles idées, qui ressemblent, malgré les efforts déployés pour prouver le contraire, à celles qu'emploient la droite.

Il s'agit de revaloriser, non pas la maternité, ce qui ne serait pas en soi critiquable, mais « les maternités » et les familles nombreuses. Et pour tenter d'endiguer le flux des femmes qui se présentent toujours aussi nombreuses sur le marché du travail, quoi de plus simple qu'essayer de les convaincre que leur rôle de « mère » est primordial, irremplaçable auprès de leurs jeunes enfants, surtout lorsqu'ils sont très jeunes, et qu'il est préférable d'en faire plusieurs.

Il suffisait d'aller faire un tour au « Forum naissance », organisé par le Conseil supérieur de l'information sexuelle et par le secrétariat d'Etat à la Famille, début décembre, pour mesurer l'ampleur du revirement idéologique dans ce domaine. Le sous-titre de ce forum était d'ailleurs significatif : « Accoucher, naître, risquer, accueillir, vivre ». Là, le discours dominant était celui de la revalorisation de la fonction « naturelle » des femmes, celle de « mater », de son rôle en tant que « première éducatrice » et de l'épanouissement qu'elle en retirait ainsi que ses enfants. A une intervention du Planning familial réaffirmant « le droit des femmes de choisir d'avoir ou de ne pas avoir d'enfants », G. Dufoux répliquait immédiatement sur le thème de « la formidable aventure qui est celle de donner la vie ».

Cet « aimable » débat d'idées, se situant dans un contexte de crise

économique, d'augmentation du chômage et de recul du pouvoir d'achat, n'est pas anodin. Et ce n'est pas un hasard si, comme le déplorait l'article du *Matin*, les vrais problèmes que se posent les femmes et les couples lors de la venue d'un enfant n'ont pas été abordés dans ce forum, « des problèmes qui s'appellent crèches, écoles, structures de garde, droit au logement et sauvegarde de l'activité professionnelle des femmes ».

Revaloriser les familles nombreuses...

Les choix que fait le gouvernement sont tout autres et les préoccupations natalistes qui le guident sont contraires aux aspirations des femmes à avoir à la fois un travail salarié, nécessaire pour leur indépendance, et à pouvoir faire les enfants qu'elles désirent.

C'est précisément parce qu'elles effectuent la plus grande partie des tâches domestiques et d'éducation des enfants tout en ayant un travail salarié que les femmes sont particulièrement sensibles à la réduction du temps de travail. Mais ce que leur propose le gouvernement aujourd'hui avec les lois du « temps choisi » et de l'allocation congé parental à partir du troisième enfant, accordée aux parents pendant un an ou deux, détourne cette revendication. Il sacrifie les femmes aux besoins du capitalisme en crise d'avoir une main-d'œuvre « fluide » et malléable, avec de moins en



moins de garantie d'emploi stable.

Ainsi, l'allocation congé parental de mille francs, applaudi par Evelyne Sullerot dans un article publié dans *Population et Avenir*, permettra-t-elle de concilier enfin « les maternités » et le travail salarié des femmes. Comment ? En leur permettant

— seulement à celles qui le désirent, bien sûr ! — de faire beaucoup d'enfants et de s'en occuper... Et puis, quand ils seront plus grands, de retravailler. Car « surtout à partir de trois enfants, il faut une personne en continu à la maison. Les crèches, maternelles et aides collectives ne

peuvent la remplacer... » Et si le congé parental peut être pris également par le père, la même E. Sullerot rappelle que « celui-ci ne peut pas remplacer la mère » !

Haro sur le féminisme !

Accompagnant la mesure d'allocation congé parental, on assiste donc aujourd'hui à une offensive idéologique en règle. L'article d'E. Sullerot déjà cité est un modèle du genre. Il dénonce crûment que l'ennemi à combattre c'est « le modèle superféministe malthusien (...) ce mirifique modèle de la femme qui fait des études, travaille, ne se marie pas pour conserver son indépendance et ne pas se faire « piéger », ou se marie et divorce [sic !] qui a un enfant ou pas du tout, à la rigueur deux (...) Ce modèle est une impasse » !

La boucle est bouclée. Ce qu'on nous propose là n'a rien de novateur ! Ça sentirait même le rance ! C'est pourquoi il faut combattre énergiquement ces idées et dire non à la loi sur l'allocation congé parental à partir du troisième enfant et à celle sur le « temps choisi » qui seront débattues au Parlement au printemps prochain. Ce qu'il faut pour garantir le libre choix des femmes, c'est leur donner une réelle égalité dans le travail salarié par rapport aux hommes, la réduction massive du temps de travail pour tous et toutes sans diminution de salaire, des équipements collectifs de qualité en quantité suffisante !

Sonia Folloni

À LIRE

Le Parti socialiste

● Un livre de Jacques Kergoat, aux éditions Le Sycomore

PHENIX renaissant sans cesse de ses cendres, la social-démocratie française reste un mystère pour nombre de militants ouvriers. Pour la première fois de son histoire, le PS contrôle tout à la fois la présidence de la République et le gouvernement, tandis qu'il dispose d'une majorité absolue de sièges à l'Assemblée. A trois reprises auparavant la SFIO exerça les principales responsabilités gouvernementales : en 1936 avec Léon Blum, en 1948 avec Paul Ramadier et en 1956 avec Guy Mollet. Pourtant, les occasions ne manquèrent pas d'enterrer le courant socialiste.

En 1920, la radicalisation ouvrière consécutive à la Révolution russe conduit à la scission du congrès de Tours. La « vieille maison » SFIO, discréditée par son soutien à la guerre impérialiste de 1914-1918, reste exsangue. En 1939-1940, le parti de Blum ne peut surmonter la faillite du Front populaire. Une majorité de son groupe parlementaire vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, ce qui entraîne sa quasi-disparition durant toute l'Occupation hitlérienne. La Libération donne une nouvelle jeunesse à la social-démocratie. Très vite cependant, participant à des coalitions de « troisième force », engagée dans les guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie, elle ruine son crédit. Le coup d'Etat

gaulliste de 1958 consacre son déclin et sa marginalisation dans la vie politique jusqu'à ce qu'en 1971 se crée, à Epinay, un « nouveau » PS sous l'égide de François Mitterrand.

Un même courant

Cette histoire tourmentée a fait l'objet de bien peu de travaux, comparés à l'abondante littérature consacrée au PCF. C'est donc un des mérites principaux de Jacques Kergoat que de s'atteler à une étude d'ensemble de cette aile du mouvement ouvrier, en l'éclairant du « point de vue de ceux pour lesquels la révolution socialiste est toujours à l'ordre du jour ». Car au-delà de ses mues successives, c'est un même courant, réformiste et social-démocrate, disposant d'indéniables racines ouvrières, que l'on retrouve. « Il n'y a pas eu, comme l'indique Kergoat, un premier parti, mort en 1920 à Tours, puis un deuxième mort à Vichy en juillet 1940, puis un troisième, mort lui en juin 1971 à Epinay-sur-Seine, enfin un quatrième que nous voyons se déployer sous nos yeux ».

Réformiste et social-démocrate, le PS l'est indéniablement. Certains ont contesté cette filiation, en s'appuyant notamment sur la traditionnelle incapacité de la SFIO puis du « nouveau » PS à se doter de

liens organiques avec la classe ouvrière, à la différence, par exemple, des grands partis d'Europe du Nord. Kergoat réfute cette appréciation : « Tout le problème est justement que la « nature » social-démocrate ne s'épuise pas dans une forme organisationnelle précise : elle est d'abord une caractérisation politique. »

De ce point de vue, certains critères attestent clairement que tant l'organisation de Jules Guesde (le fondateur du socialisme dans le Nord) et de Jean Jaurès que celle de François Mitterrand relèvent de cette branche du réformisme ouvrier. La révision en théorie et en pratique du marxisme, la recherche de compromis avec la classe dominante conduisent au bout du compte à l'adaptation aux intérêts fondamentaux de celle-ci. Le rôle du parti est réduit à l'intervention électorale, et toute perspective internationaliste est abandonnée au profit de la défense des intérêts nationaux. Enfin, la sélection des dirigeants s'opère essentiellement au titre de leurs capacités à s'intégrer aux fonctions que requiert l'appareil d'Etat.

Cette analyse, l'auteur s'efforce de l'établir en reconstituant avec soin l'histoire du mouvement socialiste en France et en montrant les liens de continuité, politiques et idéologiques, entre les courants qui

se sont succédé en son sein. « Dans l'histoire qui est celle du Parti socialiste, ruptures et discontinuités ne sauraient être sous-estimées. Mais plus significatif encore nous est apparue l'extraordinaire permanence, à toutes les étapes, des discours guesdistes et jaurésiens, leur opposition constamment renouvelée dans un cadre qui est, lui, resté immuable depuis 1908, celui de la social-démocratie française. »

De nouvelles contradictions

La seconde partie de l'ouvrage de Kergoat traite de la situation actuelle. Le PS affronte une série de contradictions insurmontables. Il a accédé aux affaires en s'appuyant sur la profonde aspiration au changement des travailleurs. Mais se refusant à rompre avec la loi du profit, ses représentants à la tête de l'Etat mettent en œuvre une orientation contraire aux espoirs soulevés au printemps 1981. Ce qui ne leur attire pas pour autant le soutien ou la neutralité des forces bourgeoises.

De surcroît, les socialistes doivent déployer leur action au sein des institutions de la V^e République qui consacrent la prééminence de l'exécutif et relativisent le rôle des

formations politiques. A la différence des pratiques auxquelles il eut recours sous la IV^e République, le PS ne peut, dès lors, ni s'attribuer le rôle de gardien du programme sur lequel ses dirigeants ont été élus, ni relayer l'action du pouvoir parmi les salariés, ni contrôler l'action gouvernementale. Une interrogation se répand donc chez les militants : à quoi sert le PS ?

Cette situation peut, tôt ou tard, devenir explosive. « Sur le chemin de son développement, ou tout simplement de sa survie, le PS aura bien des difficultés à composer avec les institutions de la V^e République, et risque fort de devoir un jour ou l'autre entrer en conflit ouvert avec elles. »

Passionnant, bien documenté, illustré de nombreuses cartes, tableaux, documents, le livre de Jacques Kergoat s'avère un manuel indispensable pour mieux connaître la réalité de notre mouvement ouvrier. Il sera également un excellent instrument de réflexion et de débat avec les militants socialistes.

Alain Krivine

● « Le Parti socialiste, de la Commune à nos jours », de Jacques Kergoat. 129 francs. En vente à la librairie La Brèche avec 5 % de réduction.

SALAIRES

« L'effet report », une arme patronale

● Bien connaître les calculs de Delors comme les consignes du CNPF, contre le pouvoir d'achat, pour mieux se battre et imposer l'indexation

EFFET report», l'expression fleurit dans les commentaires de la presse, depuis les consignes salariales de Delors, instituant le calcul des augmentations de salaire « en masse », en règle pour 1984. De quoi provoquer des maux de tête ! Le CNPF, prévoyant, a dû adresser une circulaire de cinq

pages aux patrons pour préciser la chose !

Nous y revenons cette semaine (voir *Rouge* du 11 novembre). L'entourloupe qui se cache derrière l'« effet report » est de taille, et mieux vaut en parler trop que trop peu.



Yvon Chotard, « responsable social » du CNPF

présentes dès le départ dans le salaire de janvier 1984. Elles seront comprises dans les douze salaires de l'année (et non plus sur 9, 6, 4 et 2 mois).

Quand on compare les deux surfaces, l'« effet report » 1983 est là. Il répercute en bloc sur toute l'année 1984, sur douze mois, l'intégralité des augmentations échelonnées, sur quelques mois seulement (9, 6, 4 et 2) pendant 1983.

Le calcul en masse légalise donc en 1984 une augmentation qui eut lieu en 1983. Fort Delors !

En chiffres, l'effet est de taille ! Le rapport entre la moyenne 1983 et la moyenne 1984, salaires bloqués, sera de 1,043, soit + 4,3 % (comme disait le patron !). (Revenons au tableau.) Si les salaires 1984 sont bloqués, la moyenne annuelle 1984 sera de 5 411,60 (moyenne 1984), divisée par 5 186,68 (moyenne 1983) = 1,043. Le salaire moyen 1984 augmente de 4,3 % (0,043) sur celui de 1983.

Sans augmentation, les salaires de 1984 augmentent de 4,3 %... Ah, les mathématiques !

4 Le dernier croquis démontre une chose : plus les augmentations de salaire sont tardives, et plus l'« effet report » est important. La même manœuvre répétée en 1984 laisse prévoir d'ailleurs l'importance de l'effet report en 1985. Il est déjà illustré sur le croquis par le trait en pointillés au-dessus de la courbe des salaires.

Au passage, le dernier croquis démontre une deuxième chose. On ne peut pas plus se fier aux augmentations « en niveau » qu'aux augmentations « en masse ». (Rappelons que l'augmentation « en niveau » se calcule en comparant les salaires de chaque mois d'une année sur l'autre.) Les salaires en fin d'année rejoignent la courbe des prix, mais les pertes de pouvoir d'achat se sont creusées sur onze mois... (Elles sont égales sur le croquis à la surface entre la courbe des prix et l'escalier des salaires.)

Les augmentations « en masse » comptent 1983 pour 1984, les augmentations « en niveau » peuvent être égales à la hausse des prix et masquent une forte perte de pouvoir d'achat ! A quoi se fier. Encore une fois... à l'échelle mobile qui doit indexer automatiquement les salaires sur la hausse des prix, mensuel...

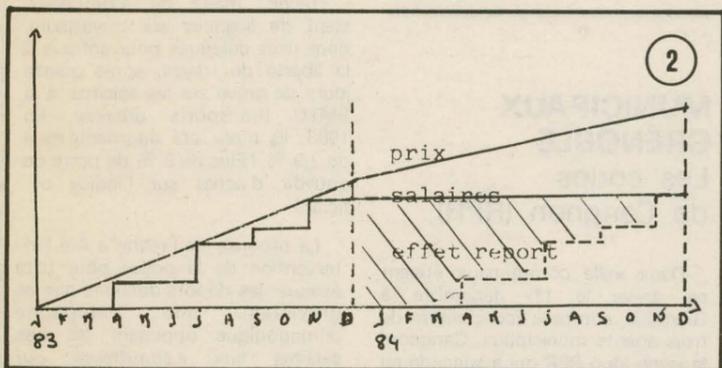
J	5000		5411,60	
F	5000		5411,60	
M	5000		5411,60	
A	5100	(+2%)	5411,60	
M	5100		5574	(+3%)
J	5100		5574	
J	5252	(+3%)	5574	
A	5253		5574	
S	5305,50	(+1%)	5685,50	(+2%)
O	5305,50		5685,50	
N	5411,50	(+2%)	5685,50	
D	5411,50		5685,50	
Total 1983=62240,20		Total 1984=66684,40		
Moyenne =5186,68		Moyenne = 5557,03		

1 Prenons un exemple. Le salaire moyen d'une entreprise, 5 000 F, est augmenté quatre fois en 1983, en avril, juillet, septembre, novembre (voir détails sur le tableau). C'est une supposition évidemment. Chacun peut l'adapter à l'évolution du salaire moyen sur son lieu de travail.

Le salaire moyen annuel, rappelons-le, est égal à la masse salariale versée sur l'année dans l'entreprise,

divisée par le nombre de salariés, et divisée en douze mois.

On calcule les augmentations « en masse », en comparant les salaires moyens annuels d'une année sur l'autre (voir bas de colonne du tableau : « moyenne »). L'évolution « en masse » en 1984 sera égale au salaire moyen 1984, divisé par le salaire moyen 1983. Et l'« effet report », là-dedans ? Justement, on y arrive.

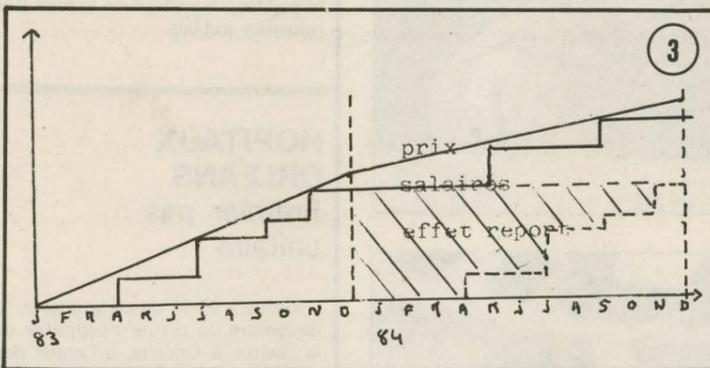


2 Premier cas. Les augmentations de salaire 1983 sont reproduites sur le croquis, de janvier à décembre de la même année... ce qui donne cet escalier bizarre, sous la courbe des prix. Supposons que les salaires 1984 soient bloqués : 0 % ! On a une ligne droite en 1984 à la place d'un escalier... pendant que la courbe des prix prend son envol... La différence entre les deux (le triangle) est une perte plutôt sévère de pouvoir d'achat !

Les travailleurs de l'entreprise protestent. Mais le patron aussi. « Comment, dit-il, vos salaires augmentent de 4,3 % "en masse" en 1984. De quoi vous plaignez-vous ? Faire plus est impossible, sinon c'est la faillite... » Baratin connu !

Augmentation et salaires bloqués ? 0 % ou 4,3 % ? Comment expliquer ce mensonge... qui n'en est pas un ?

Reportons, pour faciliter la comparaison, l'augmentation de la masse salariale 1983 sur celle de 1984 (le même escalier, mais en pointillés). La différence entre les deux (surface hachurée), n'est pas due à des augmentations des salaires en 1984... puisqu'ils sont bloqués. Pourtant, la surface du rectangle 1984 est supérieure à celle de l'escalier 1983... Sans problème. Parce que les augmentations de salaire 1983 ont eu lieu en avril, juillet, septembre, novembre (soit sur 9, 6, 4 et 2 mois). Ces mêmes augmentations sont par contre



3 Second cas. Le salaire 1984 augmente deux fois dans l'année : 3 % en mai, 2 % en septembre (voir colonne 1984 du tableau). Sur le croquis, pour 1984 on a un escalier à la place d'une ligne...

Mais là encore, l'augmentation en masse 1984 comprend l'« effet report » dès le départ (surface hachurée), conséquence des augmentations de salaire 1983 sur la

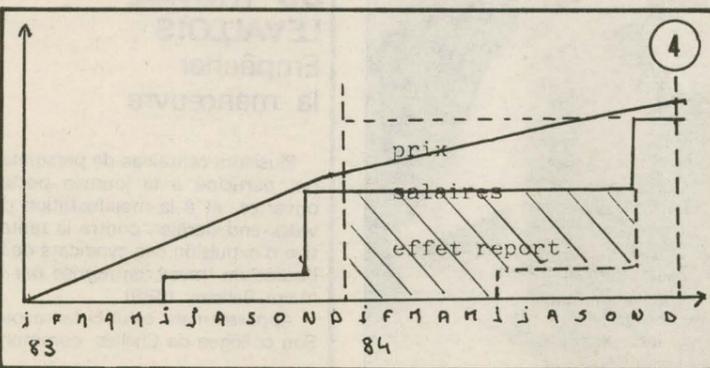
masse salariale 1984... et cela prend de la place !

En chiffres, la moyenne 1984 divisée par la moyenne 1983 donnera 1,071. Soit une augmentation en masse de 7,1 % (voir tableau, moyennes en bas de colonne), pour des augmentations de salaire de 3 % en mai et 2 % en novembre. Étonnez-vous que le calcul en masse attire les patrons...

5 Terminons sans croquis, par les commentaires de Chotard sur l'effet report, adressés aux patrons. Ils méritent d'être cités en entier : « L'effet de report sur la masse salariale de 1984, des majorations intervenues en 1983, devra lui aussi être pris en considération. Malgré un net ralentissement de la progression des salaires une année donnée, la masse salariale peut effectivement augmenter d'une façon beaucoup plus sensible suivant la date des majorations en niveau intervenues dans le courant de l'année, et plus son effet report sur l'année suivante sera accentué. Par conséquent, là où cet effet de report entrainera déjà, à lui seul, une hausse élevée de la masse salariale de 1984, il faudra se montrer particulièrement prudent en ce qui concerne la progression en niveau, afin d'éviter un alourdissement dangereux de la masse salariale. »

La citation est longue, certes. Simplement, parce que l'exposé des moyens prend plus de temps à Chotard qu'il n'en faut à Gattaz pour donner l'ordre : « Baissez les salaires. »

Michel Morel



*Pour calculer l'effet report le plus simplement, faites le rapport entre le mois de décembre et le salaire moyen annuel de l'année en cours. Dans l'exemple détaillé dans cette page (voir tableau), l'effet report 1983 est $5411,60/5186,68 = 1,043$, soit + 4,3 %. L'effet report 1984 sur 1985 sera $5685,50$ (décembre 1984)/ $5557,03$ (moyenne 1984) = 1,021 soit 2,1 %.

MASSEY-FERGUSON LILLE

A Matignon

LES travailleurs de Massey-Ferguson et leurs syndicats ont été reçus à Matignon le mercredi 21 décembre. Vendredi 17, ils ont occupé la mairie de Lille. « Les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, UFICT CGT, veulent voir monsieur Mauroy », lit-on sur un de leurs derniers tracts. La CGT et la CFDT ont distribué aux Lillois une déclaration : « C'est clair, seul P. Mauroy peut débloquer le conflit Massey-Ferguson. » Un constat : le gouvernement accepte le chantage aux crédits publics de Massey pour licencier. « Le changement, ce n'est pas cela », concluaient-ils.

L'intervention policière de la semaine dernière contre l'usine en grève a fait long feu. Les flics ont dégagé l'entrée, puis ils sont repartis. La riposte des travailleurs, de leurs organisations, les protestations immédiates et la conférence de presse unitaire sur la ville, ont fait comprendre à la préfecture, comme

à Mauroy sans doute, qu'il ne fallait pas pousser le bouchon trop loin.

Les 595 licenciements déposés par la direction sont toujours en suspens. L'inspection du travail n'a toujours pas donné son verdict.

Tous ceux qui soutiennent le lutte des travailleurs de Massey contre les licenciements, pour les 35 heures, ne perdent pas une minute pour renforcer la solidarité. Les efforts particuliers de l'UL CFDT pour l'unité dans les entreprises poussent dans le sens d'une solidarité intersyndicale. De son côté, la CGT se fait tirer l'oreille.

« Les soussignés, d'une pétition de l'UL CFDT, refusent le diktat patronal, la complaisance des pouvoirs publics ; exigent l'arrêt des licenciements, la création d'emplois notamment par la réduction du temps de travail à 35 heures, 32 pour les travailleurs postés. »

En partant en délégation à Matignon, les grévistes, leurs

délégués, avaient l'intention d'en profiter pour aller rendre visite aux travailleurs de Talbot Poissy, « leur lutte est la même ».

M. M.

De nos correspondants

LONGWY
Arrêt de la tôlerie

Il y a quelques jours, la tôlerie d'Usinor-Longwy a été fermée. Cela contredit tous les engagements pris par Mitterrand et Chevènement : « Aucune fermeture en 1983, des emplois équivalents avant toute suppression de postes dans la sidérurgie. » La CFDT a publié un communiqué dénonçant « les mêmes méthodes qu'avant le 10 mai ».

Elle défend une tout autre perspective : relance de la production en liaison avec une politique de grands travaux d'équipement en France (contre les inondations, les incendies de forêts, etc), maîtriser les échanges internationaux, établir un système d'échange par troc avec les pays « sous-développés » pour échanger des moyens d'équipement contre des produits locaux utiles, en refusant les prix mondiaux et l'hégémonie du dollar... Bref, la CFDT d'Usinor-Longwy rappelle qu'une autre orientation politique est parfaitement possible.

Par ailleurs, elle annonce que le FCS (Front syndical commun, formé par tous les syndicats locaux) devrait, dans les prochaines semaines, préparer des actions traduisant le bilan négatif qu'il tire des multiples démarches qu'il a engagées — en vain — auprès des pouvoirs publics.

HOPITAUX
ORLEANS
Premier pas unitaire

Grève à 90 % du personnel le 13 décembre au centre hospitalier de la Source à Orléans, à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO. Contre le non-renouvellement des contrats d'auxiliaires, la dégradation des conditions de travail et la perte de pouvoir d'achat. L'action a imposé le maintien de l'unité, malgré les réticences de certaines directions syndicales. Une grève unitaire sur l'ensemble des établissements hospitaliers d'Orléans est en préparation pour le 12 janvier.

BOURSE
DU TRAVAIL
LEVALLOIS
Empêcher
la manœuvre

Plusieurs centaines de personnes ont participé à la journée portes ouvertes, et à la manifestation du week-end dernier, contre la tentative d'expulsion des syndicats de la bourse du travail, entreprise par le maire Balkany (RPR).

Apparemment celui-ci fait école. Son collègue de Chelles, commune



de la région parisienne, RPR lui aussi, veut déloger aujourd'hui la CGT des locaux qu'elle occupe.

La manœuvre de Balkany est visiblement un test. Menée à bien, elle créerait un précédent, ouvrant la voie à d'autres expulsions du même type dans le pays.

Les organisations ouvrières de Levallois se sont adressées à Bérégozov, pour qu'il prenne position en tant que ministre, et agisse.

La mobilisation s'impose tant que la bourse du travail de Levallois n'est pas rendue aux syndicats. Elle leur revient de droit.

CEPEM (CGE)
ORLEANS
Chômage et
cadences en hausse

La CEPEM (Thermor-Sauter), filiale de la CGE, sera intégrée au groupe Thomson en janvier. Depuis septembre, 1 500 OS sont en chômage partiel, 31 heures, puis 28 heures en décembre. En même temps la direction veut imposer une augmentation des cadences de 10 % qui présage restructurations et suppressions d'emplois. « Nous n'appliquerons pas les cadences » ! Telle était la conclusion de la dernière assemblée générale, illustrée par un débrayage à 80 % sur l'ensemble des chaînes, en première riposte. On ne peut que regretter que la CGT comme la CFDT laissent la lutte isolée dans les ateliers. Les militants de la LCR agissent, eux, pour qu'elle prenne toute son ampleur.

MUNICIPAUX
GRENOBLE
Les coups
de Carignon (RPR)

Deux mille communaux étaient en grève le 1^{er} décembre à Grenoble, contre le licenciement de trois agents municipaux. Carignon, le jeune loup RPR qui a succédé au socialiste Dubedout lors des dernières municipales, frappe ses premiers coups. Il invoque la diminution de la pression fiscale (les impôts locaux), pour justifier ses projets :

- la privatisation de certains services ;
- la vente au privé d'une partie du patrimoine immobilier de la ville ;
- la baisse des subventions municipales... et les suppressions d'effectifs prévisibles qui s'ensuivent.

La grève du 1^{er} décembre était appelée en commun par la CGT, la CFDT, FO. Depuis, l'unité a été mise à mal par les ravages du sectarisme partagé. Mais de nouvelles actions sont prévisibles en janvier, contre les attaques présentes et à venir de Carignon.

EDUCATION
NATIONALE
Les femmes
de ménage
ont gagné

Les soixante-dix femmes de ménage du ministère de l'Education nationale travaillent de 6 heures à 10 heures, et de 18 heures à 20 heures pour un salaire égal au SMIC. Le directeur de l'administration générale avait décidé de baisser leur salaire de 15 % (380 F), pour « faire des économies de crédits ».

« Nous sommes étrangères, expliquaient-elles, nous ne parlons pas bien français, nous n'existons que pour faire le boulot, et c'est nous, femmes de ménage, que le ministère attaque. » Elles ont fait grève un mois, soutenues par l'ensemble du personnel, l'intersyndicale CGT, CFDT, FEN, FO, CFTC. Une pétition a été largement signée, les rassemblements se sont succédés pour obliger Savary à les recevoir.

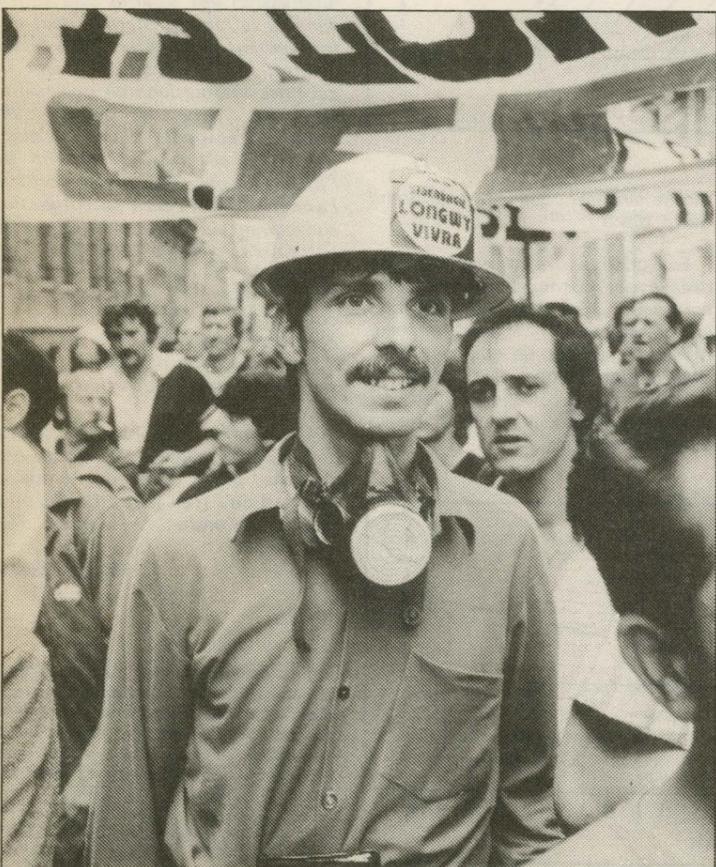
Succès : elles ont gagné le retour au salaire initial, et le rattrapage des sommes dues.

TRANSPORTS
MONTPELLIER
Le maire PS
licencie
six travailleurs

Frèche, maire de Montpellier, vient de licencier six travailleurs, dont trois délégués pour entrave à la liberté du travail, après quinze jours de grève sur les salaires, à la SMTU (transports urbains). En 1983, ils n'ont été augmentés que de 2,9 % ! Plus de 6 % de perte de pouvoir d'achat sur l'indice officiel !

La réponse de Frèche a été l'intervention de la police pour faire évacuer les dépôts occupés par les grévistes, une campagne démagogique opposant les bas salaires aux « chauffeurs qui touchent environ 6 500 francs net après dix ans d'activité » (Frèche lui doit toucher en moyenne 40 000 francs par mois comme professeur agrégé, député, maire...) et six licenciements.

A la SMTU, la riposte s'organise : une quarantaine de syndicats, sections ont déjà envoyé au maire des télégrammes exigeant la « suppression de tout licenciement à la SMTU. » L'UD CGT, les UL CGT et CFDT, la FEN, le PCF, la LCR, le PCML appellent à la mobilisation contre les sanctions. Une réunion unitaire se tiendra le 19 décembre. Les travailleurs de Montpellier vont rappeler fermement à Frèche, maire et député, « de qui il tient ses mandats ».



LIBAN

Le second exode d'Arafat

● Avec le départ de Tripoli, des unités loyalistes de l'OLP, c'est toute une phase historique du combat palestinien qui s'achève

AU terme de combats violents et meurtriers, Yasser Arafat et ses partisans ont évacué Tripoli, le 20 décembre, dans le cadre d'une opération des Nations-unies. Depuis plusieurs semaines, les unités loyalistes de l'OLP étaient assiégées dans la capitale du Nord-Liban par des dissidents palestiniens soutenus et armés par la Syrie. C'est la seconde fois en un peu plus d'un an que les fedayins se trouvent contraints à l'exode.

L'OLP vient d'essuyer une défaite majeure. Et cette fois, Arafat ne pourra la transformer en « victoire politique », pour reprendre ses propres termes au lendemain de l'évacuation de Beyrouth en août 1982. Certes, ce n'est pas la première fois que les Palestiniens doivent, sous la menace, quitter un pays arabe. Certes, le potentiel militaire de l'OLP n'est pas anéanti. Il reste des dizaines de milliers de combattants stationnés dans divers pays, notamment au Yémen. Et il est également vrai que la majorité de la population des camps de réfugiés comme des territoires occupés par Israël en 1967, continue à appuyer Arafat. Mais en quittant le Liban, la résistance perd le « sanctuaire » à partir duquel elle pouvait harceler l'Etat sioniste et déployer son action pour la reconquête de ses droits nationaux.

C'est donc, au premier chef, le rapport de forces politique, construit en quinze années de lutte armée, qui vole en éclats. On peut dès lors affirmer que toute une phase historique s'achève. Affaibli dans sa représentativité par la dissidence, rejetée sur la défensive par les deux débâcles successives qu'elle vient de subir, l'OLP voit considérablement entamé son poids sur la scène internationale, ainsi que son prestige auprès des masses arabes.

Leçon de choses

L'attitude des Etats arabes, d'Israël et des puissances occidentales constitue une extraordinaire leçon de choses. Par-delà leurs divergences sur l'avenir du Moyen-Orient, tous trouvent intérêt à l'échec de l'organisation indépendante du peuple palestinien.

En appuyant les courants dissidents du Fath (la principale composante de l'OLP) qui font une critique radicale de la stratégie d'Arafat, la Syrie restaure, à bon compte, son image anti-impérialiste. Et en s'assurant le contrôle d'une partie significative de la résistance, elle renforce sa position dans le mode arabe et plus particulièrement au Liban. Elle devient plus que jamais un protagoniste obligé de toute négociation régionale.

En annexant le Golan en 1981, en intensifiant la colonisation de la Cisjordanie, le gouvernement de Jérusalem a toujours marqué son intention d'imposer par la force sa politique expansionniste. Autant dire que l'action syrienne conforte son

projet. Il en a fait la démonstration magistrale en envoyant sa marine bombardier le port de Tripoli, au risque de faire apparaître sa collusion objective avec Damas et ses protégés.

Si des navires français ont couvert le départ d'Arafat, cette initiative « humanitaire » — selon les propos de Max Gallo — n'est pas exempte d'arrière-pensées. L'« accord stratégique » récemment renouvelé entre Ronald Reagan et les responsables israéliens, heurte les intérêts de la plupart des gouvernements arabes. Paris a donc saisi la première occasion pour relancer son jeu diplomatique dans la région.

Officiellement, l'Elysée inscrit ses initiatives dans le cadre de la résolution franco-egyptienne présentée au Conseil de sécurité de l'ONU, résolution qui évoquait « les droits nationaux légitimes du

peuple palestinien ». Aucune illusion n'est cependant permise sur la réalité des buts poursuivis. Le 4 novembre 1982, dans une interview à *Tribune juive*, Claude Cheysson déclarait ainsi : « L'OLP est une organisation à laquelle nous ne reconnaissons pas le caractère de représentant du peuple palestinien. Nous disons seulement qu'elle doit être associée à la négociation... »

L'heure des bilans

La défaite de Tripoli va donc probablement permettre le développement d'une intense pression visant à obliger l'OLP à accepter une solution néocoloniale au problème palestinien. On devrait notamment voir resurgir le projet de fédération avec le royaume de Jordanie. Tel était déjà l'objectif du plan Reagan



en septembre 1982 : « La meilleure chance de parvenir à une paix stable et durable est d'instaurer un autogouvernement des Palestiniens de la rive occidentale du Jourdain et du secteur de Gaza, en association avec la Jordanie. » Soyons-en convaincus, tout sera mis en œuvre pour que la résistance enterre la perspective d'un Etat souverain, futur limité aux territoires occupés.

Le coup qui vient d'être porté à la révolution palestinienne est trop grave pour que la direction de l'OLP et du Fath ne tire pas le bilan de la ligne suivie ces dernières années. L'agression criminelle du gouvernement de Damas contre l'unité de

la résistance ne peut servir d'exutoire. Car c'est avant tout son acceptation des différents plans impérialistes (plan Fahd, plan Reagan...), l'absence de structures véritablement démocratiques qui, en suscitant un profond mécontentement parmi les cadres intermédiaires, a créé les bases de la dissidence (voir *Rouge* du 11 novembre).

De sa façon d'aborder ses erreurs, de réviser profondément sa stratégie, dépendra, au bout du compte, l'avenir de ce qui fut le fer de lance des mouvements d'anticipation des masses arabes.

Christian Picquet

ESPAGNE

La crise sans issue du Parti communiste

LE XI^e Congrès du Parti communiste d'Espagne s'est tenu du 14 au 18 décembre à Madrid. Un congrès particulièrement important, en raison de son contexte. Un an après l'intronisation du gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez, le désenchantement et la colère se répandent parmi les travailleurs.

Au lieu du « changement » attendu, c'est une politique d'austérité brutale que développe l'équipe au pouvoir. Afin de mener à bien la « reconversion » de branches entières de l'économie, le ministre de l'Industrie, Carlos Sochalgá, vient par exemple d'annoncer la fermeture de trois grands complexes sidérurgiques et de plusieurs chantiers navals. De même, des coupes claires sont envisagées dans les chemins de fer. Des dizaines de milliers de personnes devraient donc prochainement rejoindre les deux millions de chômeurs déjà officiellement recensés. Cette situation commence à provoquer en plusieurs régions du pays des mouvements de grève et des manifestations.

Parallèlement se développe depuis plusieurs mois un puissant mouvement pour la paix qui exige, comme promis initialement par les socialistes, l'organisation d'un référendum sur l'appartenance de l'Espagne à l'OTAN.

Le PCE profite pourtant peu du discrédit des gouvernants. Car il est loin d'avoir surmonté l'ébranlement provoqué par ses capitulations successives devant la droite, au cours de la « transition » post-franquiste et par les méthodes ultra-bureaucratiques de la direction à l'encontre des oppositions internes. Depuis

1977, le parti a perdu les deux tiers de ses adhérents. Et les élections générales de 1982 constituèrent un désastre, plus d'un million de voix communistes se reportant sur le Parti socialiste ouvrier (PSOE). La secousse fut telle que le secrétaire général, Santiago Carrillo, dut se démettre et passer le flambeau à Gerardo Iglesias.

Fracture dans l'appareil

En un an, les choses n'ont fait que s'aggraver. Deux clans se sont respectivement constitués autour de l'ancien et du nouveau secrétaire général. Comment sortir de la terrible crise d'identité du communisme espagnol ? Telle fut la question au centre des affrontements du XI^e Congrès.

Le choix des partisans de Gerardo Iglesias se situe dans la lignée de l'orientation eurocommuniste. Il consiste, tout en critiquant la politique gouvernementale, à arrimer le PCE au char des socialistes, afin de capter une partie de l'électorat déçu de ces derniers. Ce qui permettrait au parti de négocier en position de force avec Felipe Gonzalez.

Le document préparatoire adopté par la direction sortante est, de ce point de vue, explicite. Il parle d'aboutir à « une recomposition des forces dans la société, qui puisse s'exprimer en 1986, sous la forme d'un rééquilibrage interne à la gauche et d'un redressement électoral du PCE. Cela permettrait la constitution d'un gouvernement plus avancé ».

Les options internationales décou-

lent de cette perspective. La critique des pays du « socialisme réel » est maintenue tandis qu'en direction des classes dirigeantes du vieux continent, il n'est question que de proposer « une politique de neutralité active qui renforce tous les facteurs d'autonomie qui aujourd'hui se manifestent en Europe ».

Enfin, en matière d'organisation, la fraction Iglesias entend donner de son parti une image acceptable par le PSOE. Elle plaide donc en faveur du « retour au bercail » des « eurocommunistes rénovateurs » (les plus proches de la social-démocratie) exclus par dizaines ces dernières années.

L'ancien secrétaire général, majoritaire notamment à Madrid et dans le Pays valencien, plaide au contraire pour une « récupération des symboles », c'est-à-dire pour reconstruire l'influence du PCE auprès de sa base traditionnelle ainsi que des secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière. A l'égard du pouvoir, il adopte donc un discours « radical ». S'adressant aux congressistes, Carrillo indiquait par exemple : « Ne peut-on pas dire que le gouvernement actuel est plus à droite que le précédent ? » De la même façon, lui qui fut une figure de proue de l'eurocommunisme et l'avocat de l'indépendance à l'égard de Moscou plaide désormais pour la réaffirmation de l'appartenance du parti au « mouvement communiste international ».

On aurait tort de voir dans ces positions l'expression d'un combat entre une aile gauche et une aile droite. Plus simplement, confrontées à un déclin spectaculaire, deux frac-

tions de l'appareil dirigeant s'affrontent sur les réponses à y apporter. Mais, aussi radicalement opposées soient-elles, les deux lignes proposées au XI^e Congrès ne visent qu'à colmater les voies d'eau les plus importantes. L'une comme l'autre n'apportent aucune stratégie cohérente pour l'avenir. Et surtout, elles sont bien incapables d'offrir aux travailleurs le moindre débouché politique, dans leur lutte contre la réaction et l'austérité gouvernementale.

Vers une nouvelle hémorragie

Il reste que ce congrès va accentuer la crise du parti. Gerardo Iglesias n'a obtenu que dix voix de majorité sur ses adversaires, ce qui devrait singulièrement limiter ses capacités d'initiative. Encore convient-il de souligner qu'il ne s'agit que d'une marge incertaine, puisque vingt-cinq délégués se sont abstenus lors du vote.

La paralysie risque dès lors de s'instaurer et l'hémorragie de s'accélérer. C'est en tout cas l'analyse que semblent faire plusieurs courants « prosoviétiques » qui préparent, pour le mois de janvier, un congrès d'unification des militants hostiles à l'eurocommunisme. S'il voit le jour, un tel parti pourrait bien polariser tous ceux qui, au sein du PCE et par-delà leur alignement sur les positions internationales de l'URSS, veulent retrouver la voie d'une action de classe plus nettement affirmée.

C. P.

GUATEMALA



Réfugiés guatémaltèques dans le camp de Chajul au Mexique. Dans ce camp, dix enfants meurent par semaine.

La dictature lézardée

● Quatre mois après son coup d'Etat, le général Mejia Victores n'est même plus certain du soutien de ceux qui l'appuyaient au départ

QUATRE mois après son coup d'Etat, le général Mejia Victores n'est plus certain de pouvoir compter sur ceux qui l'avaient soutenu au lendemain de la chute de Rios Montt.

La crise économique s'approfondit, entraînant une nouvelle dégradation des conditions de vie de la population. La fermeture de centaines d'entreprises condamne au chômage 30 000 travailleurs.

Le gouvernement n'a donc guère de marges de manœuvre pour financer sa politique militaire et « contre-insurrectionnelle ». En raison de la baisse du pouvoir d'achat, l'instauration de la TVA n'a permis au gouvernement de récupérer que 9,5 millions de quetzales, alors qu'il en escomptait 30,7. Elle a de surcroît provoqué de graves dissensions avec le secteur privé.

L'effondrement du consensus

Ce dernier, représenté par le Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF), refuse par ailleurs les nouvelles mesures fiscales annoncées depuis la fin octobre. La politique économique gouvernementale se heurte également à la désapprobation des partis conservateurs. Mario Sandoval Alarcon, président du Mouvement de libération nationale (MLN, extrême droite), n'ayant pas obtenu la participation au pouvoir qu'il escomptait, reproche à Mejia Victores d'être « incapable de résoudre la crise économique ».

Comme les autres partis de droite et d'extrême droite, le MLN concentre son offensive politique sur les élections, programmées pour 1984. La loi adoptée le 9 novembre, dans le but officiel de dresser un registre électoral, est qualifiée de manœuvre visant à retarder indéfiniment le scrutin.

La dictature ne peut pas non plus compter sur la hiérarchie catholique. Ramiro Pellecer Samayoa, vicaire capitulaire de l'archevêché de Guatemala, dénonce la violence institutionnelle, et plus particulièrement la répression dont sont victimes prêtres, catéchistes et évangélistes, même si cela ne dépassera pas les déclarations de principe.

A l'intérieur de l'armée elle-même, on assiste à un renouveau d'instabilité. Le chef de l'état-major, le gé-

ral Hector Mario Lopez Fuentes, a été destitué, le 21 octobre, et remplacé par Rodolfo Lobos Zamora, un des tenants de la « ligne dure » en matière de « contre-insurrection », responsable de massacres de paysans dans le nord-ouest du pays. Les commandants de bases militaires qui n'avaient pas soutenu le coup d'Etat ont été remplacés.

Les réticences du Congrès

Or, l'armée, au moins sur le plan technique, ne peut guère compter que sur ses propres forces : à la suite de plusieurs rapports d'organismes internationaux concernant les violations croissantes des droits de l'homme, le Congrès des Etats-Unis a voté le 14 novembre la suspension de l'aide économique et militaire. Le gouvernement des Etats-Unis n'a pas perdu l'espoir d'enrôler la dictature du Guatemala dans son jeu régional, mais celle-ci reste sur la réserve, étant donné ses difficultés internes.

La même ambiguïté préside aux relations économiques : le Guatemala est de plus en plus dépendant de ses exportations de produits primaires. Or, son quota de vente de sucre aux Etats-Unis a été augmenté — suite à la suppression du quota du sucre nicaraguayen. De même, avec la loi sur le pétrole, promulguée le 16 septembre, le gouvernement tente d'attirer les investissements étrangers en abaissant les royalties de 55 % à 30 % ; il espère ainsi obtenir des devises pour financer la guerre.

Même dépendance sur le plan financier : des prêts sont accordés, pour un total de 360 millions de dollars, en provenance des différentes institutions financières internationales patronées par les Etats-Unis. Ce qui ne va pas sans conditions. Ainsi, le Fonds monétaire international menace de geler un prêt de 125 millions de dollars si le taux de TVA passe de 10 % à 7 %, selon les exigences du CACIF.

« Pacification » et insurrection

Parallèlement, l'implantation de « villages modèles » se poursuit. Sous ce terme, se cachent en fait de véritables camps de concentration, où l'armée rassemble la population

pour tenter de la couper des organisations révolutionnaires. Elle enrôle les paysans dans des « patrouilles d'autodéfense civile », les soumet au travail forcé (ils ont déjà dû construire 400 kilomètres de routes pour obtenir leur nourriture).

Les paysans — essentiellement les communautés indigènes — fuient dans la montagne pour échapper à l'embrigadement. Ils subissent des conditions de vie très dures et surtout sont à la merci des massacres perpétrés par l'armée : les soldats encerclent les villages et les mitraillent ou les incendient, le plus souvent appuyés par l'aviation. C'est ainsi que le 19 octobre, la force aérienne a procédé à des bombardements dans la région du Quiché, relayant cinq colonnes d'infanterie qui ont pénétré dans la zone lxil en pratiquant la tactique de la terre brûlée.

Mais la population résiste. Les paysans réfugiés dans les montagnes rejoignent les organisations de masse — comme le Comité d'unité paysanne (CUC) — et assurent ainsi leur survie et leur autodéfense. Les organisations politico-militaires intensifient la riposte qui s'est essentiellement accrue dans la capitale. Dans le département d'El Peten, au nord, les Forces armées rebelles (FAR) bloquent les voies de communication, et se sont emparées, le 1^{er} novembre, d'une coopérative où elles ont tenu un meeting.

L'Armée de guérilla de pauvres (EGP) a démenti, par les affrontements qui ont eu lieu fin octobre dans le département de Huehuetenango, les prétentions de l'armée à récupérer cette région. L'Organisation du peuple en armes (ORPA), fin septembre, a attaqué une patrouille de la police nationale, au centre de la capitale. Les porte-parole de l'armée reconnaissent eux-mêmes les actions des organisations composant l'URNG* contre des unités mobiles et des postes fixes de l'armée et de la police.

On le voit, le consensus est loin d'être réalisé, et la stabilité du régime, face à la lutte insurrectionnelle, semble bien mal assurée.

S. Joanny

*L'URNG — Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque — est constituée de l'EGP (Armée de guérilla des pauvres), des FAR (Forces armées rebelles), de l'ORPA (Organisation du peuple en armes) et du PGT-ND (Parti guatémaltèque du travail-noyau directionnel).



ETATS-UNIS Des syndicalistes tirent le bilan de l'ère Reagan

Quelques mois après son investiture, durant l'été 1981, Ronald Reagan dut faire face à un important conflit social, celui des contrôleurs aériens. Alors que commençait à s'appliquer sa doctrine de régression sociale, l'administration américaine choisit de manifester sa détermination de briser la résistance ouvrière à l'austérité et de modifier radicalement les rapports de forces.

En quelques jours, le syndicat des aiguilleurs du ciel, le PATCO, se vit infliger plusieurs centaines de millions de dollars d'amendes, soixante et onze de ses membres furent traduits en justice — certains enchaînés comme des bêtes sauvages — et condamnés à de lourdes peines de prison ou de « service civique ». En outre, les 12 000 travailleurs qui avaient refusé d'obtempérer à l'ordre gouvernemental de reprise du travail furent licenciés.

Relativement privilégiés avec un salaire annuel moyen de 33 000 dollars, sans tradition de lutte (le PATCO avait même soutenu la candidature de Reagan), les contrôleurs étaient particulièrement vulnérables et ne bénéficièrent que d'une faible solidarité. Après avoir été interdit administrativement, le PATCO dut se dissoudre en juillet 1982.

S'il a remporté une victoire importante, Reagan a également favorisé une prise de conscience fulgurante de dizaines de militants. La dernière livraison de *Conflits dans l'air*, l'organe des contrôleurs aériens autonome en France (SNCTA) le montre en publiant une interview de Ronald May, syndicaliste qui vient juste de sortir de prison.

A propos de l'isolement de son organisation en 1981, Ronald May indique : « Je pense que personne n'a vraiment réalisé à l'époque ce qui se passait réellement. La grève du PATCO a été le départ d'une politique très antisindicaliste. » Cela conduit le syndicaliste à revenir sur le soutien du PATCO à Reagan en 1980 : « Lorsque Bob Poli, le président de notre syndicat, a pris la décision de le soutenir, il m'a demandé comment elle serait reçue par les adhérents de Fort Worth. Je lui ai répondu qu'elle serait probablement bien accueillie par nos gars (...) A ce moment-là, les adhérents de base étaient généralement très conservateurs. Je ne pense pas qu'aujourd'hui beaucoup le soient restés. »

Lentement, dans toute l'Amérique, une idée fait son chemin : celle de la formation d'un nouveau parti politique, représentant les travailleurs et indépendant des deux grandes formations bourgeoises. Ronald May l'exprime fort clairement : « Je voudrais dire que le syndicalisme a besoin de repenser son attitude

vis-à-vis de la politique. Nous avons vu le Parti républicain qui n'est vraiment pas amical. C'était, par contre, le cas pendant des années du Parti démocrate, mais ensuite ils sont tombés dans la bipolarisation. Je pense que ce que nous devrions faire maintenant, c'est de réfléchir à la création d'un parti travailliste pour représenter non seulement les syndicats mais aussi la classe ouvrière de ce pays. »

Cette évolution des consciences ne fait pas les manchettes de la grande presse. Il s'agit pourtant d'un fait essentiel pour l'avenir des combats de classe outre-Atlantique.

C. P.

SALVADOR Scission au sein de la guérilla

Dans un communiqué daté du 9 décembre, le comité central des Forces populaires de libération (FPL, une des cinq organisations du Front Farabundo Marti pour la libération nationale), a révélé que Salvador Cayetano Carpio (Marcial), commandant en chef des FPL, avait été l'instigateur du meurtre de Melida Anaya Montes (commandante Ana Maria), numéro deux des FPL, en avril dernier. Le 13 avril, Salvador Cayetano Carpio se suicidait :

L'analyse des faits, et les preuves de sa responsabilité, ont été exposés à la 7^e réunion plénière du conseil révolutionnaire des FPL, organe suprême de direction, en août dernier. Marcial y était accusé de « déviations l'ayant conduit à placer sa personne au-dessus du collectif et des organes du parti et à prendre un sérieux retard politique ». De là, selon le communiqué, sa rivalité avec le commandante Ana Maria, rivalité qui l'a conduit à programmer son assassinat.

Cette condamnation, à l'unanimité du CC des FPL, a été rendue publique dans le communiqué à l'occasion d'une scission qui s'est produite dans l'organisation, donnant naissance au Mouvement ouvrier révolutionnaire Salvador Cayetano Carpio (MOR).

En l'absence d'éléments sur les divergences politiques à l'origine de cette scission, et quelles que soient les « déviations idéologiques » aujourd'hui dénoncées, il est certain qu'elle constitue, sur le plan organisationnel, un facteur d'affaiblissement des FPL, et un coup porté au processus unitaire. Elle survient surtout au moment où la lutte militaire et politique s'intensifie, et où l'impérialisme accentue sa contre-offensive.

S. J.



Sixième congrès

Le VI^e Congrès de la LCR se tiendra en janvier 1984 dans la région parisienne. Tous les militants de notre organisation sont appelés à débattre de la situation après plus de deux ans de gouvernement de gauche, des tâches d'une organisation révolutionnaire aujourd'hui, des moyens pour avancer dans la construction de la LCR.

Ces questions intéressent, bien au-delà de la LCR, des milliers de travailleurs et de travailleuses, de militants qui ne se reconnaissent pas

dans la politique du PS et du PC au gouvernement, dans le soutien que leur apportent les directions des confédérations syndicales.

Les révolutionnaires n'ont rien à cacher de leurs débats. Nous avons déjà publié le projet de thèses adopté par la majorité du comité central dans *Critique communiste*, qui publiera des contributions au débat. *Rouge* ouvre dans ses colonnes une tribune de discussion qui se prolongera jusqu'en janvier.

Pour un look nouveau

NOUS voulons aborder la prolétarisation par un aspect peu discuté : le soin tout particulier dont doit bénéficier ce qui nous tient lieu de carte de visite : notre hebdo et notre nom.

Tout d'abord le titre de notre journal ; c'est l'héritage direct de Mai 1968, de l'époque héroïque où les militants sur les marchés provoquaient le bourgeois en hurlant : « Laissons la peur du rouge aux bêtes à cornes. » A l'heure où nous cherchons à tisser des liens étroits avec les travailleurs et les militants influencés par les organisations réformistes, il nous faut certes continuer d'annoncer la couleur, mais de façon plus claire et moins provocatrice. Car un titre doit être un condensé de programme. Nous proposons : *Tribune ouvrière, Combat ouvrier, la Lutte, l'Unité ouvrière.*

D'autre part, il n'échappe à personne que notre journal n'est pas vendable au travailleur du rang (nous sommes d'autant mieux placés pour en parler que nous en vendons plus de trois par militant). Le comité de rédaction devrait partir de l'idée suivante : le journal doit être accessible à quelqu'un qui l'achète pour la première fois sur un marché ou qui apprécie nos feuilles de boîte... C'est dire tout l'effort qu'il faut faire pour simplifier le style, la structure de phrases, le vocabulaire, pour aérer les articles, en particulier au moyen de dessins humoristiques qui peuvent souvent en dire plus qu'un long développement... De même, il nous semble indispensable d'insérer en page 2 un encart de présentation de l'organisation. Plusieurs sections européennes de la IV^e Internationale le font, LO aussi, pourquoi pas nous ? Enfin, la couverture doit prendre systématiquement la forme d'une affiche qui condense notre appréciation d'un événement marquant en gros caractères, et l'on devrait renoncer à publier des brochures en dehors des suppléments encartés dans le journal.

Le journal doit vertébrer toute notre intervention, il doit l'unifier. C'est dire tout le soin qu'il faut lui apporter. Le renforcement du comité de rédaction doit être considéré comme une priorité de la politique de prolétarisation, pour une organisation qui vise à se construire dans les grandes usines.

Notre carte de visite c'est aussi notre nom. S'appeler LCR a plusieurs inconvénients : notre nom est imprononçable, pour autant qu'un ouvrier normalement constitué arrive à le retenir. Combien de fois avons-nous entendu « la ligue révo-

lutionnaire », « le parti communiste révolutionnaire », « le LCR », et dans le meilleur des cas « la ligue ». Pire encore, le qualificatif « révolutionnaire » a pour seul effet de nous rendre les contacts plus difficiles. Cette conviction, établie sur la base de notre travail quotidien dans l'Eure, a trouvé une confirmation éclatante dans l'interview de grévistes de Sivalac-Carmaux : « Avant la grève, nous connaissions la LCR uniquement par les tracts distribués de l'extérieur. Les gars trouvaient que ce que disait la Ligue était bien, mais ce qui leur faisait peur, c'est le mot "révolutionnaire" » (*Rouge* du 18 novembre). Comme il n'est pas

Contre la militarisation et les dangers de guerre

LES grandes mobilisations pacifistes que connaît aujourd'hui l'Europe constituent un phénomène sans précédent, d'une importance capitale pour l'avenir du mouvement ouvrier.

C'est en ce sens que le mouvement antiguerre est un défi que les marxistes révolutionnaires européens doivent relever.

La France se trouve en retrait de ce mouvement. Ce qui s'impose : combattre pour un désarmement unilatéral et immédiat de son propre impérialisme ; combattre la force de frappe française et l'austérité nécessaire qu'impose cette militarisation ; lier ces revendications à celle du droit syndical pour les soldats. Il faut développer ces thèmes afin de construire un large mouvement antiguerre. L'une des tâches les plus urgentes est de soutenir inconditionnellement les mouvements pacifistes indépendants naissant à l'Est (y compris dans un mot d'ordre de désarmement unilatéral tel que le proposent les pacifistes de RDA), les défendre contre la répression bureaucratique et faire connaître leurs revendications. Construire un tel mouvement met à jour la nécessité de militer sans sectarisme au sein de toutes les organisations pacifistes (dont aucune n'a le monopole d'un programme juste ou de la démocratie dans le débat), au sein du mouvement de la paix et du CODENE, en vue d'aider à constituer un large front unitaire antiguerre.

L'impérialisme est responsable, au premier chef, de la remilitarisation. Pour l'URSS, l'effort militaire sert à la légitimation et au maintien de l'hégémonie politique interne du système bureaucratique. Aucun argument de « rapport de forces mondial » ne peut faire passer l'implantation prévue de SS 20 en Europe du Centre-Est pour un seul équilibrage des forces avec les USA. En combattant aussi le

envisageable de changer de nom indépendamment de changements qualitatifs dans notre implantation, nous pourrions prendre officiellement le nom que les médias nous donnent souvent : celui de *Ligue communiste*. Et si l'on nous cherche des noises, c'est un excellent terrain de bataille démocratique.

Notre nom, le titre, la forme et la place centrale de notre hebdomadaire, c'est bien du « look » de l'organisation qu'il s'agit.

Le congrès doit discuter de ces questions-là aussi.

C. G. J. (Louviers)

militarisme soviétique, en dénonçant le rôle contre-révolutionnaire du Pacte de Varsovie, le mouvement indépendant pour la paix naissant à l'Est donne une crédibilité nouvelle à ceux qui dans le monde occidental se battent pour un désarmement de l'impérialisme. L'exemple de la force de ce mouvement dans les deux Allemagnes sert de révélateur à un phénomène encore naissant : la conscience de l'absurdité du partage du monde et du statu quo entre blocs. Il est en ce sens très prometteur que la critique des blocs militaires (OTAN et Pacte de Varsovie) se lie d'ores et déjà à l'idée de réunification. C'est la première brèche de masse dans l'Europe issue de Yalta. La convergence des mouvements antiguerre de l'Est et de l'Ouest renforce l'impact de chaque côté du mouvement. Elle montre que lutter pour le désarmement dans son propre pays est nécessaire et complémentaire au sein d'un mouvement d'ensemble qui tend vers des objectifs communs : lutte contre les dangers de guerre et contre le partage du monde, vers une Europe qui ne soit ni capitaliste ni bureaucratique. Telle est l'idée force qu'un tel mouvement peut développer.

P. L. (Paris) et J. M. (tendance 3, Paris)

Pour un congrès centré sur les tâches

CENT MILLE personnes à Nantes, dans le fief de la hiérarchie catholique, des dizaines de milliers à Yssingaux, Chauny, Rodez, Epinal et Arpajon, ils étaient encore plus nombreux que le 9 mai 1982 à manifester pour une exigence simple : non à la privatisation de l'enseignement public, tous les fonds publics à l'école publique, il faut s'opposer aux tenants de l'école privée !

Cent mille aussi derrière les marcheurs pour dire : non au racisme, pour l'égalité des droits, « Le Pen, salaud, le peuple aura ta peau... ». L'ambiance n'est pas vraiment au « désarroi » et à l'« attentisme » dont nous parlent les thèses majoritaires. Contre les tenants de l'école privée, contre les champions du racisme, dès qu'on en a l'occasion, dès que l'unité est réalisée, et même si c'est pour aller en car dans un trou perdu comme Yssingaux, on descend dans la rue pour exiger ce qu'on attendait du 10 mai et demander des comptes à ceux qu'on a élus.

L'unité ouvrière et l'interpellation des directions réformistes

LA tâche clef du congrès est de nous armer pour agir sur la situation. Il faut tout faire pour aider les travailleurs à sortir de la passivité, à lutter contre l'austérité. Les obstacles principaux qu'il faut lever sont le fait que cette austérité est imposée par le PS et le PCF, avec la complicité des directions syndicales.

Pour lutter il faut l'unité. Pour la bâtir il faut trouver la tactique de front unique qui répond à la situation réelle. L'unité n'est pas un but en soi, mais un moyen pour impulser l'action. Il faut savoir : unité pour quoi, comment, avec qui, contre qui ? Aujourd'hui il faut l'unité pour lutter contre l'austérité. Pas n'importe quelle austérité, mais celle que subissent les travailleurs en ce moment, et qui, si elle sert les patrons (qui veulent la durcir), est bel et bien dirigée par le PS-PCF au gouvernement. Cette précision nous permet de répondre à la question : l'unité comment ? Il faut bâtir cette unité à partir de la volonté des travailleurs de défendre

Et beaucoup pensent que ceux qui ne pensent pas comme eux sont les derniers des derniers en politique. Comme on le raconte souvent dans nos rangs, c'est Lénine qui déclarait, quelques mois avant la révolution d'octobre 1917, « que sa génération ne connaîtrait probablement ni le socialisme, ni son début... »

Choisissons une des trois affirmations ci-dessus, et une seule, pour expliquer la situation actuelle.

- La splendide manifestation du 3 décembre, et le passage à droite, et même à l'extrême, des votes d'une fraction limitée de l'électorat ouvrier.

- La lutte déterminée d'une forte majorité des travailleurs de Chapelle Darblay-Saint-Etienne, tandis que la quasi-unanimité de ceux de Grand-Couronne repreneaient le travail sous l'œil et la garde des CRS.

- La progression du salaire moyen ouvrier supérieure aux prix durant les deux premiers trimestres de l'année, et sa diminution marquée au troisième.

- La grève prolongée des tris PTT, la première expérience de coordination des centres en lutte et la relative indifférence dans les autres secteurs des PTT, sans parler des réactions quasi inexistantes au plan interprofessionnel.

- La naissance d'une opposition dans la CFDT, au moment où celle-ci perd en influence et en adhérents.

- Les pertes importantes de la CGT et de la CFDT dans les élections professionnelles, et la montée de FO, mais aussi de la CFTC et de la CGC.

- La progression du chômage et l'inexistence d'organisation significative des chômeurs.

- La mobilisation massive « pour la laïque », et la décroissance sensible des effectifs et du pouvoir d'achat des enseignants.

- La lutte acharnée que doivent mener les travailleurs pour l'indexation des salaires aujourd'hui, reléguant au second plan la dénonciation régulière de l'indice INSEE, menée il y a quelques années...

Cela monte, ça baisse ou ça se maintient ? Si expliquer que la situation actuelle ne correspond à aucun de ces schémas unilatéraux, constitue un tournant, il était temps de le prendre. La vie elle l'a déjà pris.

Ceux qui se tournent vers nous aujourd'hui en sont d'ailleurs conscients. Savoir si la révolution aura lieu demain ou après-demain n'est pas la motivation qui les mène à nous rejoindre. Leur attachement est plus profond : construire un nouvel instrument, un parti qui permettra de sortir victorieux de la période d'affrontement ouverte en Mai 1968. Même si cela peut prendre du temps. Ou quand, et suivant quels rythmes, à part madame Soleil, personne ne peut le dire... comme disait Lénine.

M. M. (Montrouge)

Les carottes ne sont pas cuites !

CE qui caractérise la situation c'est l'opposition entre les aspirations ouvrières exprimées le 10 mai et la politique d'austérité mise en place par le PS et le PCF, portés au pouvoir par ces aspirations. Ainsi les travailleurs, tombeurs de Giscard, ont été pris pour cible par le gouvernement. Salaires et emplois, protection sociale et mesures anti-immigrés, l'ensemble de la condition ouvrière est attaquée par les plans de rigueur successifs. Les travailleurs ont conscience des combats non livrés par leurs organisations traditionnelles, parce qu'elles soutiennent le gouvernement. « Ça aurait été du temps de Giscard, on serait déjà dans la rue », se disent-ils. La base de l'offensive de la droite est là, non pas dans sa propre percée, mais dans la démobilitation électorale d'une frange significative de travailleurs, qui ne veulent pas voter pour la gauche car ce serait voter « austérité ». Une radicalisation à droite s'opère, au profit des fascistes du Front national. Autour du thème non combattu du racisme, ils présentent les immigrés comme responsables du chômage, au moment où le gouvernement reprend la chasse au faciès. Dans un tel contexte, le patronat mène son offensive sur les salaires, l'emploi, l'indemnisation des chômeurs, les contrats de travail. Il peut pratiquement à chaque fois se retrancher derrière des mesures gouvernementales qu'il peut opposer aux revendications ouvrières. Pourtant, la droite ne lance pas son assaut final pour reconquérir le pouvoir. Elle est encore prisonnière du rapport des forces né du

10 mai. Dire cela, c'est montrer que la contre-offensive de la classe ouvrière est encore possible. Encore faut-il en énoncer les conditions. Pour battre la droite et le patronat, et c'est ce qui change depuis le 10 mai, il faut battre les mesures d'austérité prises par les partis ouvriers majoritaires. Ainsi sur les salaires. Viser à conquérir l'échelle mobile, se battre pour le rattrapage intégral des pertes du pouvoir d'achat, c'est passer sur le corps de la police des salaires de Delors. A l'opposé des directions confédérales syndicales, la LCR dit non aux 8 % pour 1983 et aux 5 % pour 1984. Elle se bat pour que les confédérations exigent avec les travailleurs l'abrogation de ces mesures auprès de la majorité PS-PCF, pour qu'elles bâtissent un mouvement national sur les salaires. Et nous savons que ce mouvement se heurtera au front patronal et aux mesures gouvernementales. Ainsi la contre-offensive est possible. Les travailleurs sont disponibles à défendre leurs acquis et leurs salaires. A condition que les objectifs de lutte soient clairement énoncés. L'espace que peut occuper la LCR est bien celui-là. Lier les tâches de front unique, la critique révolutionnaire du gouvernement avec ses propres propositions de lutte et ses propres mots d'ordre anticapitalistes. En somme, il s'agit de reconnaître lucidement les méfaits de la politique d'austérité et d'en déduire que pour battre la droite et le patronat, il faut battre la politique d'austérité du gouvernement.

J. L. (75)

Comme Mauroy l'avait fait le 9 mai 1982, Georgina Dufoix qui, cet été encore, nous justifiait de nouvelles mesures d'expulsions, a bien été obligée de se déplacer pour venir « dialoguer » avec les manifestants ; et Mitterrand a reçu les marcheurs et leur a concédé, à eux et aux cent mille qui les soutenaient, la promesse de l'extension de la carte unique pour 10 ans

Faire campagne sur quelques exigences simples, c'est mille fois plus mobilisateur que sur un plan d'urgence qui parle de la banque unique d'Etat. C'est ce que devrait faire la LCR beaucoup plus souvent, au lieu de chercher à « discuter » d'une « alternative globale » avec une « gauche de la gauche » hypothétique, comme nous le proposent les thèses. Car où était la « gauche de la gauche » dans ces manifestations ?

Les mobilisations sur l'école et pour l'égalité des droits nous montrent la voie : partir des revendications immédiates qui permettent l'unité de toute notre classe,

s'opposer à la droite et au patronat, exiger avec des dizaines de milliers de travailleurs du PS et du PCF qu'ils nous donnent satisfaction, voilà comment il faut avancer sur l'école : il faut un nouveau 9 mai 1982, mais aussi contre les licenciements, pour les salaires...

Mener ces campagnes, ce n'est pas passer sous silence le programme politique de la LCR, c'est au contraire avoir de très bonnes occasions de le faire connaître : par exemple à ces dizaines de travailleurs immigrés qui portaient le badge « LCR » dans la manifestation.

Nous sommes une petite organisation ; pour peser sur la situation politique et paraître efficace, il faut savoir mener des campagnes de masse, taper ensemble sur le même clou. Le congrès de la LCR devrait être centré sur la discussion de ces campagnes.

I. A. et P. B. (TU)

Dans ce cadre, quel est le rôle de l'interpellation des directions réformistes ? Il faut distinguer entre les partis et les syndicats. De ces derniers, on exige qu'ils agissent, qu'ils mobilisent contre l'austérité. Du PS et du PCF on exige qu'ils cèdent. Ce n'est pas la même chose, bien que dans les deux cas le succès de l'interpellation dépendra du rapport de forces créé par la mobilisation des travailleurs eux-mêmes.

L'interpellation du PS-PCF au gouver-

nement est essentiel. D'abord, pour aider à surmonter des hésitations, en précisant qu'il ne s'agit pas de chasser le gouvernement, mais de l'obliger à céder. Plus fondamentalement, nous sommes pour que PS-PCF restent au gouvernement, pas par gentillesse, mais pour que les travailleurs en fassent l'expérience. Mais pour qu'ils la fassent de façon active, il faut des mobilisations, il faut qu'ils interpellent les réformistes sur des revendications précises, et il faut que nous soyons capables de montrer une alternative.

Il y a donc deux questions sur lesquelles il faut être clair pour pouvoir agir. D'abord, une orientation correcte aujourd'hui doit partir de la nécessité de battre l'austérité de gauche, et pas des appels à « battre la droite ». Deuxièmement, il faut interpellier les réformistes de façon concrète et à partir d'un rapport de forces, pas d'appels incantatoires. C'est l'orientation des thèses majoritaires.

D. G. (Paris), le 7/12/83

Pour les enfants

● Pour les tout-petits :

La Vie quotidienne des animaux de A. Miller et D. Saville ; un coffret avec quatre petits albums dépliant qui peuvent s'accrocher au mur, pour suivre les aventures un lapin, du castor, du mulot et du canard (Rouge et Or, 35 F).

Alex et le cube magique, Alex aime la peinture, Une surprise pour Alex, le Parapluie d'Alex, délicieuses aventures d'un petit souriceau dessinées par l'illustratrice autrichienne Hanna Türk (Centurion-Jeunesse, 20 F).

Bonne Nuit, de Dick Bruna, des images naïves et colorées sur des pages de fort carton (utile pour les déchireurs en herbe ! (Centurion-Jeunesse, 22 F).

● Pour les « petits » (4-6 ans) :

Comment c'est fait ?, est une excellente série de huit titres illustrés par Ali Mitgutsch : *De la mer au sel*, *Du citron à la limonade*, *Du cacao au chocolat*, *Du coton au pantalon*, *Du caoutchouc au pneu*, *Du pétrole à l'essence*, *De la vache à la chaussure*, *Du graphite au crayon*. Des livres rigolos pour éviter de ne savoir répondre que « c'est étudié pour... » aux questions vachardes de vos enfants. (Centurion-Jeunesse, 18 F).

Deux livres de Monique Félix, l'une des meilleurs illustratrices du moment avec Agnès Rosenstiehl. *La Leçon de musique* ou comment petit lapin suit ses cours de piano (Grasset, 39 F), et surtout *Deuxième Histoire d'une petite souris*, l'un des plus beaux livres de l'année, une adorable souris grise grignote les pages du livre, pour découvrir la mer. Splendide ! (Gallimard, coll. Tournesol, 25 F).

Les Surprises du zoo de Rod Campbell, un livre à découper astucieuses et marrantes pour s'émerveiller et frissonner en compagnie des animaux du zoo (Flammarion, 48 F).

Chez le dentiste et *Chez le médecin* deux bouquins fort utiles d'Eva Scherbarth (Centurion-Jeunesse, 29 F).

Un petit tour dans la lune, une épopée interplanétaire pour le petit ourson de Jill Murphy (Centurion-Jeunesse, 53 F).

Le Bébé de Julien, une excellente initiation à la venue d'un autre enfant, et une réponse aux premières questions sur la naissance ; un livre d'Anne-Marie Chapouton illustré par Noëlle Herrenschildt (Centurion-Jeunesse, 50 F).

Et puis le petit dernier d'Agnès Rosenstiehl, avec un dessin toujours très beau et amusant dans sa conception, *Mimi Cracra* ou les aventures d'une petite fille qui adore se salir mais tout autant s'élabousser pour essayer de se décrocher (Centurion-Jeunesse, 38 F).

● Pour les « moyens » (6-8 ans) :

Des albums, beaux et curieux à l'École des Loisirs, *Bleue Bergère* où l'on voit, pour une fois, la bergère courir après le loup ! (55 F). Et *Aller-retour* d'Ann Jonas, un livre qui se lit aussi bien à l'envers qu'à l'endroit (43 F).

Deux albums à découper de Michelle Cartledge *les Habits de Bégonia* et *les Petites Boîtes* (Centurion-Jeunesse, 32 F).

L'Océan en activité, de Rainer Sacher, du « Dubout » minutieux et croustillant pour enfants (éd. du Sorbier, 38 F).

Enfin, un très beau livre d'éveil à l'écologie, en observant faune et flore du jardin. Pourquoi les fleurs ont-elles besoin des abeilles ? Qu'arrive-t-il aux insectes et aux

plantes durant l'hiver *Ce qui vit dans notre jardin* de Ch. Adrian et W. Schmidt (Centurion-Jeunesse, 55 F).

● Pour les plus grands...

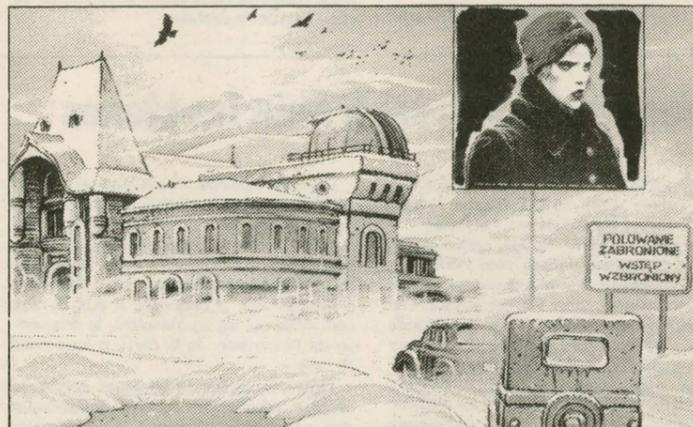
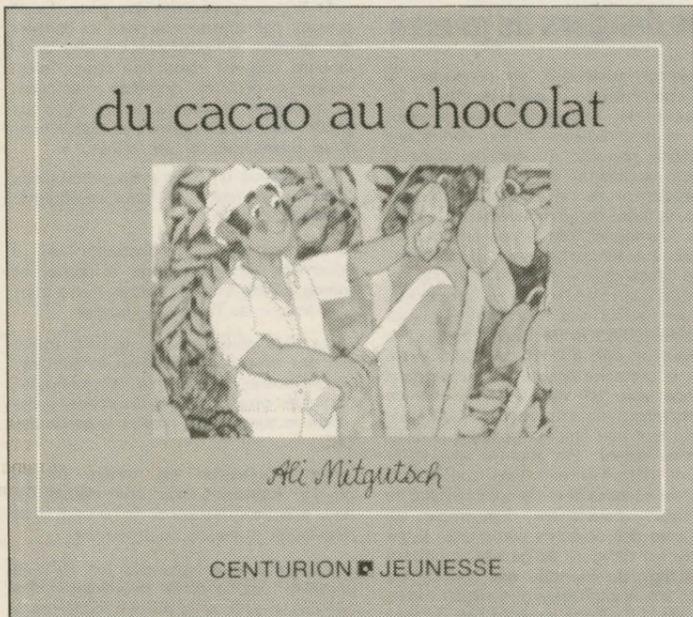
Les Cent plus belles devinettes par Monika Beisner et J. Charpentreau ; savoureux, poétique, malicieux et illustré de façon savoureuse (Gallimard, 65 F).

Les Grandes Dates de l'histoire du monde, une façon intelligente de tordre le cou à la méthode

« 1515 », en proposant, en regard de chaque date importante de l'histoire de l'humanité, les différents événements qui se déroulaient au même moment aux quatre coins du monde. Pour voir plus loin que le bout de son nez ! (Casterman, 85 F).

Les Français en liberté d'Agnès Rosenstiehl, ou comment jouer, via calembours et lapalissades, avec la langue française. Régaland ! (Larousse, 53 F).

Michel Laszlo



Le hit - BD

UN paquet-cadeau vite fait avec une belle BD... ? Idée originale pour les pressés, les feignants et ceux qui ne savent pas encore quoi acheter ; voici donc, vite, vite, une liste subjective, partielle et par ordre alphabétique, de 25 albums, parmi les plus beaux de l'année.

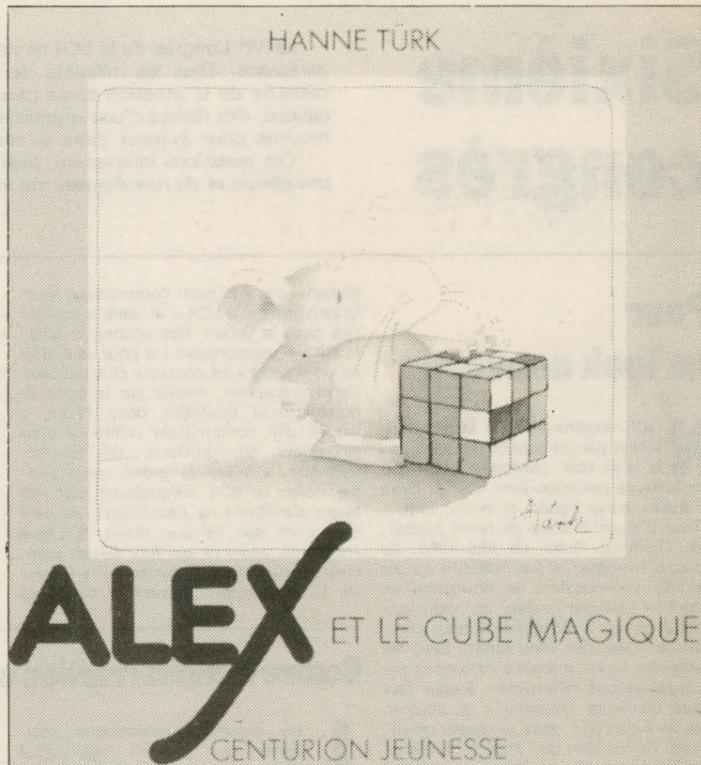
- 13 BD du « cru 1983 » : Bilal, *Partie de chasse* (Dargaud). Blanc-Dumont, *Silver Canyon* (Dargaud). Colman, *White, le Choc !* (Magic-Strip). Derib, *les Amis de Buddy Longway* (éd. du Lombard). Eisner, *les Femmes fatales du Spirit* (Neptune). Floc'h, *Blitz* (Albin Michel). Fred, *la Lanterne magique* (Images d'Epinal-Pellerin). Gir, *la Dernière Carte* (Hachette). Hermann, *le Corps d'Algernon Brown* (éd. du Lombard). Julliard, *les Sept Vies de l'Epervier* (Glénat). Martin, *l'Empereur de Chine* (Casterman). Pratt, *la Jeunesse de Corto Maltese* (Casterman).

Wasterlain, *Dans les griffes du dragon vert* (Dupuis).

- 11 rééditions « indispensables » : Carl Barks, *la Vie trépidante d'Onc' Picsou* (ed. Monde). Red Barry, *King, le roi de la police montée* (Slatkine). Hal Foster, *Prince Vaillant*, tome 7 (Slatkine). L. et F. Funcken, *Harald le Viking et le Chevalier blanc* (éd. du Lombard). Paul Gillon, *Moby Dick* (Hachette). Munoz et Sampayo, *Sophie* (Futuropolis). Alex Raymond, *Jungle Jim* (Slatkine). Alex Raymond et Dash Hammett, *Agent secret X-9*, tomes 1 et 2 (Futuropolis). Hergé, *Tintin en Amérique* (Casterman), 1^{re} version noir et blanc.

● Enfin, un livre indispensable aux fans d'Hergé... Benoît Peeters, *le Monde d'Hergé* (Casterman).

M. Laszlo



La sélection de la Brèche

Pour les fêtes, la Brèche, 9, rue de Tunis, à deux pas de la place de la Nation, vous propose 5 % de remise à la caisse, sur ses 5 000 titres en rayons et vous suggère un choix (éclectique) de 20 titres pour les cadeaux de fin d'année...

● *Le Thé au harem d'Archi Ahmed*, de Mehdi Charef, ou le théorème d'Archimède dégusté avec humour par un jeune immigré nord-africain (62 F).

● *Rue Cases-Nègres*, de Zobel. Le livre est encore mieux que le film (52 F).

● *L'incroyable et triste histoire de la candide Erendira et de sa grand-mère diabolique*. Un chef-d'œuvre de Gabriel Garcia Marquez, prix Nobel de littérature 1982 (36 F).

● *La Guerre de la fin du monde* de Vargas Llosa, le grand romancier péruvien ; une épopée à la dimension de son continent (120 F).

● *La Violente Amour*, de Robert Merle. La saga d'une famille française à la fin du XVI^e siècle, en pleines guerres de religions (85 F).

● *Dictionnaire du consommateur de Que Choisir ?*. Ou comment ne pas consommer idiot et déjouer les pièges de l'étiquetage (89 F).

● *L'Etat du monde*, par 87 spécialistes de 17 pays, les événements mondiaux de l'année écoulée et les caractéristiques des 166 Etats de la planète (89 F).

● *L'Etat des sciences*, un bilan facile à lire de l'état des sciences en 1983. Pour ne pas dire trop de conneries en réunion (de famille, de cellule, syndicale, etc.) (110 F).

● *L'Immigration*, de Cordero. Pour en finir avec les préjugés (28 F).

● *Affiches 1939-1945*, 130 reproductions en couleurs : images de la France politique et militaire des années de guerre (99 F).

● *Le PS, de la Commune à nos jours*, de J. Kergoat. Une arme extrêmement utile pour mieux com-

prendre la nature de la social-démocratie française (129 F).

● *Frères volcans*, de Vincent Placol. De l'Afrique noire aux Antilles, une chronique de l'abolition de l'esclavage (55 F).

● *Le Yiddishland révolutionnaire*, de Alain Brossat. L'autre histoire du peuple juif au XX^e siècle (95 F).

● *Affaires africaines*, de P. Péan. Les poubelles néo-colonialistes de la V^e République : diamants, SAC, putschs et safaris (79 F).

● *Les Yeux plus gros que le ventre*, de Cavanna. Dans le genre cynique et décapant, on ne fait pas mieux (79 F).

● *C'est le Goulag*. Le cru 83 de Plantu, le « dessineux » du Monde. 157 pages de dessins drôlement bien envoyés (39 F) !

● *La Belette*, de Comès. Une BD magique et envoûtante. Le fantastique au fond de la campagne ardennaise (60 F).

● *Ricky banlieue* et toute la série des aventures de Lucien le rocker à la banane des « Hells Angels of Malakoff », dessiné par Margerin. Décapant ! (28 F).

● *Casse-pipe à la Nation*, de Léo Mallet. Rien à voir avec les prix pratiqués à la librairie la Brèche (bien au contraire !) mais du polar de qualité à deux pas de chez vous (15 F).

● *Fatale* ou les aventures de la seule héroïne de J.-P. Manchette. Enfin en édition de poche, ce grand roman policier plein de sang et respirant l'air du temps... (quel dommage que Tardi n'ait pas fini l'adaptation en BD qu'il avait commencé de ce brûlot).

Et tout un rayon consacré aux livres d'enfants, à la science-fiction, au polar et à la BD. Sans oublier la politique, l'histoire, l'économie, la littérature, la culture... l'évasion, quoi ! (La Brèche est ouverte le lundi de 14 heures à 20 heures et du mardi au samedi de 12 heures à 20 heures.)

librairie diffusion
LA BRECHE

Heures d'ouverture

lundi: de 14h à 20h

de mardi à samedi: de 12h à 20h

9, rue de Tunis, 75011, PARIS. Tél: 367 63 57

THEATRE

Félicité au Français

CHACUN guettait avec inquiétude la première mise en scène de Jean-Pierre Vincent à la Comédie française. Certains s'attendaient à un serment d'allégeance au look « français ». Certains espéraient qu'une tornade déferle sur la maison de Molière. Les uns et les autres en sont pour leurs frais...

La novation est acquise dans cette mesure où il s'agit de la première inscription d'un texte d'un auteur contemporain au répertoire de la Comédie française depuis 17 ans ! Gide, Claudel, Audiberti en leur temps furent inscrits au répertoire. Certes depuis 1962, les comédiens du Français ont joué à l'extérieur des œuvres où combien marquantes dans le mouvement du théâtre contemporain. Cela ne fut d'ailleurs pas sans plainte et gémissement de la maison mère.

L'allégeance aussi. Non point au classicisme mais à lui-même de la part du metteur en scène qui ne se dément pas... La scène est repérée, balisée et l'on y joue. Parfois l'acteur s'échappe, allant jouer ailleurs — en coulisse. L'œil du spec-

tateur est appelé au-delà de l'espace scénique, son attention est mobilisée au-delà des murs.

Alors, novation ou allégeance ? La question est forclosée sans doute. Non point parce qu'elle est inactuelle, inconcevable ou inopportune, mais parce que le travail qui se joue là diffère ce questionnement...

Jean Audureau, l'auteur, emprunte à une nouvelle de Flaubert, *Un cœur simple*, l'anecdote de départ et l'identité des personnages. Ensuite, une autre histoire s'installe, un autre territoire pour un autre texte. Félicité muette chez Flaubert accède à la parole, prend son délire aux mots. Elle nous conte la déraison de son amour pour son perroquet et son neveu Richard. Elle interpelle tour à tour Madame Aubain, sa patronne et Maud, son amie, l'ensevelisseuse.

Un cœur simple qui nous émeut car ses interrogations sont les nôtres. De sa place, elle fait vaciller le monde qui l'environne, nous menant dans un rêve éveillé aux frontières de tous les possibles : redonner un sens à la vie en faisant



courir sous chaque mot le souffle de la poésie, de la liberté.

Denise Gence, Françoise Seigner, Catherine Samie portent avec une conviction vivante le texte de Jean Audureau. Elles magnifient cette parole au verbe clair et qui claque. Le ton de leur voix, l'assurance de leurs gestes, leur talent rejettent au néant les dictions molles et éthérées qui ont fait le succès d'un certain théâtre qui sous couvert de respect au public ne portait que l'interrogation

de vide. Il se joue sous nos yeux des scènes touchantes, cruelles, grinçantes d'humour, d'autres encore chancelantes de bonheur. Ces trois actrices sont grandes, leur talent est immense...

Jean-Pierre Vincent présentait dans la cour du Palais des Papes à Avignon cet été les *Dernières Nouvelles de la peste* avec l'équipe du Théâtre national de Strasbourg qu'il avait longtemps animé. C'était, disaient certains, son dernier spectacle d'homme

libre avant la réclusion au Français. Sa mise en scène tient son discours loin des fioritures ou des effets de masse. *Félicité* est un des plus beaux spectacles qu'il nous aie été donné de voir en cette rentrée 1983. A croire qu'il faut embastiller les créateurs!..

Charles Sylberg

● A la Comédie française jusque fin décembre. 7-11 février au Havre, 14-18 février à Lille, 22-26 février à La Rochelle, 9-15 mars à Nice.



● **Samedi 23 h 30 (FR3), Hollywood-Hollywood**, film de montage de Gene Kelly pour redécouvrir les meilleurs moments des comédies musicales de la Metro-Goldwyn-Mayer.

● **Dimanche 20 h 35 (A2), « Hommage à la Callas »**, avec les plus belles voix du moment, et quelques séquences chantées parmi les plus célèbres de la « diva ». Mélomanes, à vos postes !

22 h 35 (FR3), *Echec à Borgia*, de Henry King, avec Tyrone Power et un surprenant Orson Welles dans le rôle de Borgia, pour un bon film d'aventures hollywoodien, réflexion

sur le pouvoir, et la tyrannie du premier prince qui tenta d'unifier l'Italie...

● **Lundi 20 h 35.** Le choix entre une soirée théâtrale autour de *Carmen*, avec Peter Brook (A2), *la Gifle*, un film de C. Pinoteau avec Lino Ventura, I. Adjani et A. Girardot (FR3) et un classique du cinéma fantastique, *Voyage au centre de la terre*, d'Henry Levin, avec James Mason, P. Boone et Arlene Dahl.

● **Mardi 20 h 40 (A2), la Ruée vers l'or**, l'un des grands classiques muets de Charlie Chaplin, ou *les 55 jours de Pékin*, somptueuse fresque d'aventures réalisée

par Nicholas Ray et interprétée par C. Heston, Ava Gardner et D. Niven.

● **Judi 20 h 35 (FR3), Superman**, premier épisode réalisé par R. Donner avec C. Reeve, M. Brando et G. Hackman. Bonne adaptation des célèbres aventures dessinées du « super héros américain », mais il y a bien moins d'humour dans cette première version que dans la seconde de Richard Lester.

● **Vendredi**, il y en a pour tous les goûts. A 17 h 15 (TF1), un dessin animé pour les enfants, *Astérix et Cléopâtre* (elle avait un si joli petit nez !). A 20 h 35 (TF1), tiens, des revenants : *Coco-Boy*, de S. Collaro et Marie-France Brière. Et à 22 h 40 (toujours TF1), *V'la le rock*, de J.-B. Hebey.

● **Samedi 31 décembre 20 h 35 (TF1), la Belle Hélène**, opéra-bouffe de J. Offenbach mis en scène (et en délire) par Jérôme Savary. A partir de 22 h 35 sur FR3, *Merci Bernard*, de J.-M. Ribes ; à 23 heures ; *Gimme Shelter*, film des Rolling Stones, et enfin, de

O heure à l'aube (c'est-à-dire 6 h 40 !), une « nuit blanche en couleurs » avec des sketches (de Pierre Etaix !), un court-métrage inédit de W. C. Field, et trois grands films pour attendre le matin du 1^{er} janvier 1984 :

— un film de guerre : *Quand les aigles attaquent*, de Brian G. Hutton avec Richard Burton et Clint Eastwood ;

— une comédie musicale : *Au fond de mon cœur*, de Stanley Donen avec José Ferrer et Merle Oberon ;

— et un splendide western de Tom Gries : *Cent Fusils*, avec Jim Brown, Raquel Welch et Burt Reynolds.

● **Dimanche 20 h 35.** Le choix entre Coluche sur A2 et un film de Gérard Oury avec Pierre Richard sur TF1, *le Coup de parapluie*. 23 h 55 (FR3, décidément !), hommage au génial, au talentueux, au non-sensique... « Fred » Tex Avery ! Waouh !

● **Lundi 16 h 35 (TF1)**, le charme du technicolor d'hier avec *Sinbad*

le marin, de R. Wallace avec D. Fairbanks J et M. O'Hara.

20 h 35 (TF1), *Ces merveilleux fous volants dans leurs drôles de machines*, de Ken Annakin avec une pléiade de comédiens.

● **Mardi 16 h 05 (TF1), la Grande Course au tour du monde**, un chef d'œuvre ironique de Blake Edwards avec Nathalie Wood, Tony Curtis dans le rôle du blanc héros... et le satanique professeur Fatalitas, génialement campé par Jack Lemmon. Un régal de 2 heures et 20 minutes !

20 h 35 (FR3), *le Chat* = Granier + Deferre + Simenon + Gabin + Signoret.

● **Mercredi 20 h 35**, choix entre une émission (de TF1) sur le « pacifisme » et la première partie d'un feuilleton en sept épisodes des *Exil* (FR3) de l'Allemagne de 1933.

● **Judi 20 h 35**, « Cinéma sans visa » présente *le Jeu de la pomme*, jeu de massacre ironique et dévastateur sur la natalité et la naissance, de l'excellente réalisatrice tchèque Vera Chytilova.

Michel Laszlo

HISTOIRE DE LA GUERRE SCOLAIRE

Par Vassili

Résumé. En 1905, une loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat est votée. La guerre entre les catholiques et le gouvernement s'installe...

Dès lors c'est la guerre. Des curés refusent les sacrements aux élèves de "la LAIQUE" en Bretagne.



Des catholiques forment des associations pour surveiller l'école laïque.



A gauche, les positions sont établies. Le Parti Radical se prononce pour le monopole.



Chez les anarchistes... A bas l'école congréganiste si vous voulez... Mais aussi et plus peut-être... A BAS LA LAIQUE!!



Du côté des socialistes... c'est un progrès remarquable!



La prétendue laïcisation n'est que la substitution d'une religion à une autre!



A suivre...

POLOGNE

« S'ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent de la brioche »

● Cette phrase de la reine Marie-Antoinette en 1789 pourrait être celle de Jaruzelski qui organise d'importantes hausses de prix

COMME c'est merveilleux lorsqu'une mère s'attarde devant un magasin et dit : *« cela, fiston, je ne pourrais jamais l'acheter. »* C'est en ces termes que le ministre polonais des prix, Zdzislaw Krasinski formulait en juillet dernier le crédo des bureaucrates.

En novembre, la junte a annoncé qu'il fallait appliquer ces « idéaux ». Pour 1984 une hausse des prix des produits alimentaires a été annoncée. Mais comble de bonté, un « choix » est offert à la « populace » : deux variantes de la hausse sont prévues entre lesquelles le gouvernement choisira, après avoir tendu l'oreille vers ceux d'en bas.

Ainsi, le pain augmentera entre 38 et 50 %, le beurre entre 31 et 39 %, la farine entre 35 et 48 %, la semoule de blé entre 39 et 54 %, le lait entre 10 et 15 %... Cela, deux ans après une hausse moyenne des produits alimentaires de plus de 40 % et alors les salaires réels ont été diminués de 25 % (chiffres officiels).

Le fruit d'une politique

Cette nouvelle hausse des prix survient alors que, selon l'hebdomadaire officiel *Zycie Gospodarcze* (la Vie économique), les Polonais « consacrent en moyenne la moitié de leurs revenus à la nourriture ». « Il s'agit là, poursuit le journal, d'un indice que le seuil de la pauvreté est atteint alors que nombre de familles en consacrent bien plus. Après l'augmentation des prix de février 1982, le nombre de ménages dont les dépenses pour la nourriture oscillaient entre 71 % et plus de 100 % de leurs revenus a augmenté. Cela signifie que ces ménages mangeaient leur épargne, voire s'endettaient. »

En 1982, après la précédente augmentation, le gouvernement avait annoncé que les ressources ainsi économisées serviraient à financer le développement de la production des biens de production (machines, engrais, etc.) destinés à l'agriculture. Depuis, l'investissement dans ces branches d'industrie a régulièrement baissé (alors que l'appareil répressif a été développé, pour compter aujourd'hui plus de cinq cent mille hommes). Résultat : les paysans, ne pouvant utiliser les billets de banque reçus que pour tapisser leurs murs (parmi les produits les plus déficitaires on note les pelles, les faux, les charrettes à cheval ; la consommation d'engrais a diminué, de même que les livraisons des machines agricoles

aux paysans individuels), ont réduit leur production. Ils s'orientent de plus en plus vers l'autosubsistance, en particulier en ce qui concerne l'élevage. Les liens économiques entre la ville et la campagne se distendent donc.

Prendre aux plus pauvres

« L'Office des prix considère qu'en 1984 il faut nous sortir des poches au moins 120 milliards de zlotys », écrit l'hebdomadaire *Veto*. C'est bien d'une redistribution du revenu national, au profit des plus aisés et au détriment des plus pauvres, qu'il s'agit. Car, comme l'explique l'hebdomadaire *Zycie Gospodarcze*, « la majorité des articles », dont les prix doivent être augmentés « à l'exception de ceux qui sont rationnés, a atteint le prix d'équilibre ». Et le journal poursuit : « 75 % de l'argent qui n'a pas d'équivalent en marchandises est dans les mains des 10 % de la population dont les revenus sont les plus élevés. S'il en est ainsi, alors l'augmentation des prix des biens de première nécessité, frappant avant tout les groupes aux revenus les plus faibles, disposant de peu d'épargne, laisse l'inflation intacte. »

Le cynisme des justifications officielles dépasse l'imaginable. Ainsi, lors d'une réunion avec les journalistes chargés de « faire admettre la hausse » à la population, le secrétaire du comité central du POUP, Jan Glowczyk, expliquait : « Il sera bon que les journalistes soulignent, à chaque occasion, que les gens peuvent choisir leurs dépenses : si quelqu'un manque d'argent il n'a qu'à réduire sa consommation d'alcool ou de marchandises de luxe. »

Le ton monte

Quoi d'étonnant alors que dans les conversations comme dans la presse clandestine le ton monte. « Pas réformable ! », titre par exemple le journal de Solidarnosc des aciéries Lénine de Cracovie. Et c'est du système de pouvoir qu'il s'agit, non de celui des prix.

L'hebdomadaire syndical de Varsovie *Tygodnik Mazowsze* écrit : « Une nouvelle étape de développement de la République populaire de Pologne approche. L'étape de la franchise, de l'horrible vérité. Le pouvoir, sans aucune trace de gêne, nous lancera à la figure : "Il n'y a pas ! Il n'y a et il n'y aura plus d'espoir, plus de perspectives. Nous



ne vous promettons pas une vie meilleure ni dans 5 ans, ni dans 10, ni même dans 100 ans. Nous ne sommes pas là pour prendre en compte l'opinion du peuple. Il n'y a pas et il n'y aura pas de socialisme.

Et alors ? Rien. Est-ce que quelqu'un d'entre nous croit dans le socialisme ? C'est de l'utopie. Nous ne sommes pas là pour noyer nos forces dans l'utopie. Nous sommes le pouvoir. Nous avons des fusils. Nous devons durer... »

Selon un sondage officiel, après une émission télévisée au titre évocateur, « L'argent », 52 % des répondants utilisaient pour caractériser la politique gouvernementale des termes tels que « saloperie », « putasserie » ou des mots encore plus violents. Les résultats du sondage n'ont pas été publiés...

En faisant occuper militairement les rues des villes, la bureaucratie a réussi à limiter, voire à empêcher les manifestations appelées par la direction clandestine (TKK) de Solidarnosc, le 16 décembre. Ces manifestations, qui ne s'inscrivaient pas dans une lutte d'ensemble contre la hausse des prix, apparaissaient comme symboliques. Quoi d'étonnant alors qu'elles se soient limitées au regroupement de quelques milliers d'activistes ? Et que la plupart des commissions syndicales d'entreprises n'ont pas organisé de départs groupés à la sortie du travail ?

Mais il serait erroné de conclure de cet échec que les travailleurs sont prêts à subir passivement l'attaque préparée contre leur niveau de vie.

Cyril Smuga

Solidarnosc appelle à la lutte

« Tous les groupes professionnels et les travailleurs de toutes les entreprises ont le droit et l'obligation d'exiger aujourd'hui l'échelle mobile des salaires, c'est-à-dire des augmentations salariales qui compensent l'augmentation du coût de la vie. »

Déclaration du 28 juillet 1983

« Aujourd'hui la première obligation de notre syndicat est de coordonner la résistance générale contre les nouvelles hausses des prix et de lui assurer une aide multiforme. Les commissions clandestines d'entreprises et les groupes informels de militants de Solidarnosc

doivent indiquer les formes les plus efficaces de lutte dans leurs entreprises. C'est sur elles que retombe la responsabilité de préparer la coordination des actions de protestation et des grèves spontanées, ainsi que les activités de soutien à ces luttes (...).

Nous appelons tous et chacun à rejoindre la lutte commune pour les revendications suivantes : Assez de hausses de prix ! Pas de diminution des normes alimentaires ! Nous exigeons l'échelle mobile des salaires ! »

Déclaration du 1^{er} novembre 1983

Cinéma solidaire

Jean-Loup Passek et son équipe manifestent une fois de plus leur solidarité militante pour la cause du cinéma. Ce sont quelque cent films polonais, de la fin de la dernière guerre aux années quatre-vingt, que l'on peut voir à la petite salle de Beaubourg, jusqu'au 29 janvier 1984. L'occasion ou jamais de (re)découvrir un *Wajda* de 1957, *Cendres et diamants*, d'aimer les films de Tadeusz Konwicki. Ces films, que l'on n'a jamais vus chez nous dans les salles (*Salto, Si loin, si près, le Dernier Jour de l'été*), témoignent contre l'oubli par la

société polonaise actuelle de la grande communauté juive d'avant-guerre et de la petite qui subsiste dans l'abandon et l'antisémitisme officiel.

La jeune génération de cinéastes est bien représentée avec *le Profane* de Kieslowski. Un numéro spécial de *l'Avant Scène* accompagne cette rétrospective, il ne coûte que 40 francs. Dans la Pologne de Jaruzelski, on gèle les paroles et les images, allez donc à Beaubourg.

Noémie Mas

FLASH

Rouge s'interrompt une semaine. La rédaction va concocter une nouvelle maquette qui devrait prendre effet dans le courant du mois de janvier. Dans l'immédiat la rédaction vous souhaite un bon début d'année.